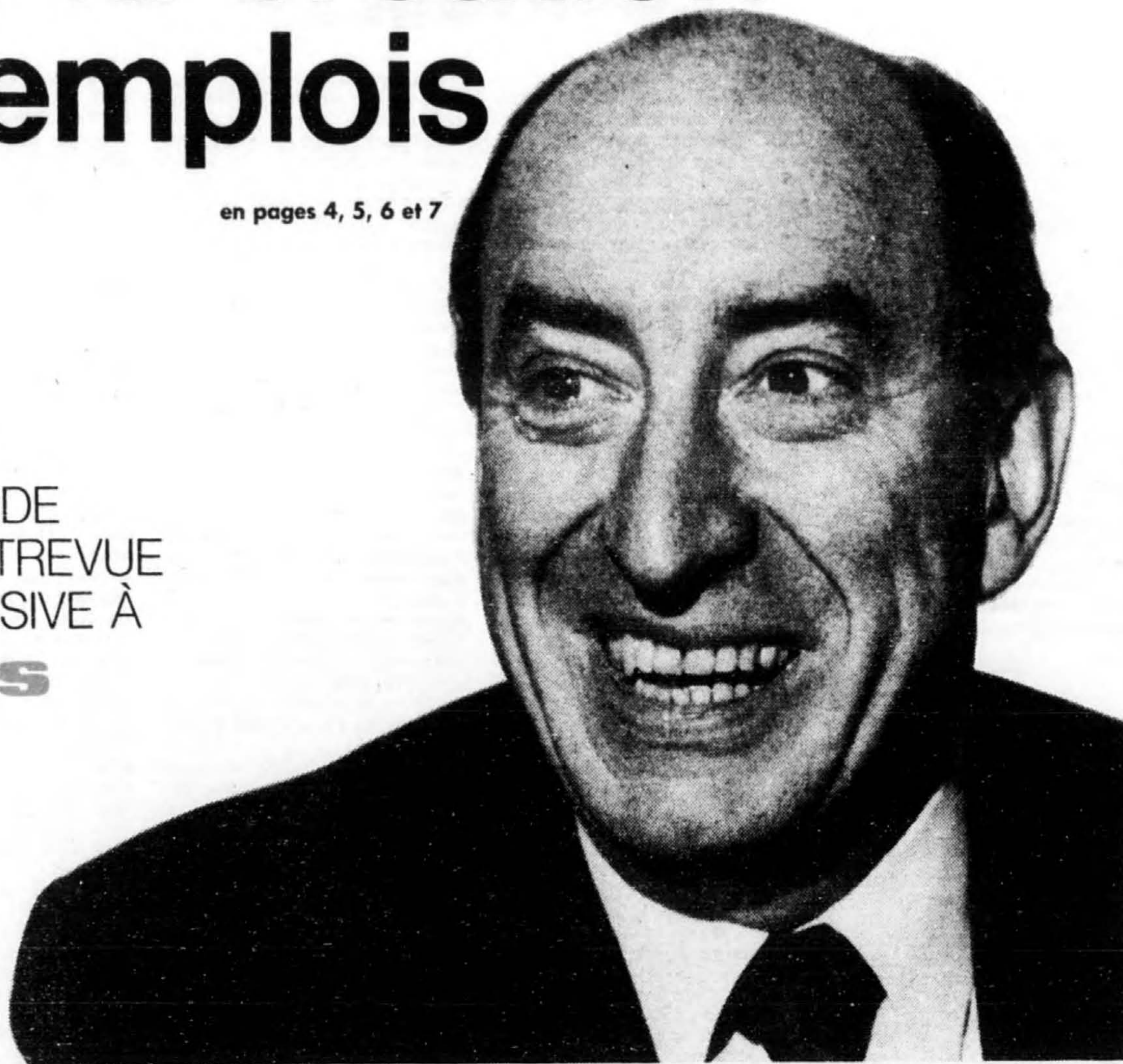


Le Canada champion occidental de la création d'emplois

en pages 4, 5, 6 et 7

MARC LALONDE
EN ENTREVUE
EXCLUSIVE À
plus



Homme de pouvoir

Peu d'hommes ont exercé, sous les régimes Trudeau, une influence aussi considérable dans les affaires de l'État fédéral.

Marc Lalonde partage, avec Pierre Trudeau, des qualités naturelles et une même approche de la chose publique. Comme le premier ministre, le ministre des Finances est un intellectuel plutôt austère, ascétique presque. Comme Trudeau, Lalonde a le goût du travail bien fait, de l'ordre. Et du Pouvoir.

Leur vision du Canada, ils l'ont mûrie au tournant des années 60, alors qu'ils écrivaient, avec d'autres, le célèbre Manifeste pour une politique fonctionnelle.

Trudeau a confié à son ministre plusieurs des dossiers chauds qui ont jalonné leurs 15 années de gouvernement: depuis la Crise d'octobre jusqu'à la gestion de la plus récente récession, en passant par les affaires de la francophonie et l'énergie.

La Rédaction de PLUS a rencontré Marc Lalonde il y a 10 jours à son bureau des Communes. Tout en dégustant les fruits qui constituaient son modeste déjeuner, le ministre a dressé son bilan du trudeaïsme.

Les succès: un record occidental de création d'emplois dans les années 70; l'affirmation du fait français au Canada; le renforcement de la personnalité du Canada à l'étranger; enfin avoir contenu le séparatisme au Québec. Un séparatisme d'ailleurs dont il annonce la mort.

Les échecs? Comme tels, Lalonde n'en voit pas. Tout au plus consent-il à dire son «désappointement» devant le fait de la persistance des disparités régionales au Canada. La politique nationale de l'énergie? Non, ce ne fut pas un échec, selon Lalonde. Au contraire, dit-il l'histoire saura nous donner raison. Il en veut pour preuve immédiate le fait que pour la première fois, le Canada vient d'accuser une balance commerciale pétrolière favorable, exportant plus d'or noir qu'il n'en importe.

Dans le PLUS de cette semaine, on lira notamment la chronique d'Yves Leclerc qui revient d'une tournée d'information européenne en informatique. Notre collaborateur vient de publier «L'Homme informatisé» aux éditions LA PRESSE.

La Rédaction



Serge Grenier

L'EMPIRE DES SENS

RENCONTRES

Âme cherche soeur

Il n'y a pas que Foglia dans les petites annonces. Sous la rubrique «personnel», le portrait-robot de la personne seule. La femme est généralement jolie. Ou, alors, elle a une belle apparence. Parfois grassette. Légèrement. Elle est libre, elle est propre. Elle est sincère et distinguée. L'homme a des goûts simples et une belle apparence, une bonne situation, il est sobre et travaillant. Et propre. Ils cherchent tous deux la tendresse et les échanges amicaux. Ou une relation stable. Le mariage? L'avenir le dira. L'homme (timide) aime bien que la femme (sensuelle) soit intelligente; la femme (réservée) aime bien que l'homme (cultivé) ait une auto. Le tout pourrait parfois être résumé ainsi: homme pas laid cherche femme pas pire. Pas souvent, couple libéré cherche autre couple libéré ou partenaire (femme) pour affaire à trois. L'insultée de la semaine dernière. D'une jeune femme: «Je déteste les bars, je préfère l'histoire de l'art. J'ai le câble et j'ai vendu mon char. Je fume des douces et je ne me ronge plus les ongles. J'ai les cheveux auburn et des pieds de Japonaise propres.» C'est bien beau tout ça, mais est-elle généralement jolie? Est-elle libre, distinguée et sincère?

SPECTACLE

Jean-Guy et Moreau

De jeunes artistes — comme l'étonnant Pierre Verville — suivent ses traces, mais à l'image de Jean Drapeau qu'ils imitent magistralement, Jean-Guy et Moreau sont au pouvoir depuis plus de vingt ans. Dans «La tête des autres», c'est l'hilarante parade d'une soixantaine de personnes connues. À hurler: Drapeau et Montand. Émouvante imitation de Brel. Et le défilé des francophones hors Québec: la Sagouine, Zachary Richard, Pierre Trudeau et Coco. Le sort fait à Sol. Quelques intouchés (intouchables?): Lelerc, Deschamps. Fabuleux come-back du père Legault (mort) et du cardinal Léger (plus en vie que jamais). Un pianiste accompagnateur excellent. Question: qui fut le premier pianiste de Moreau? Réponse: Robert Charlebois.

RESTAURANTS

Cuisines du sud

Peu ou prou à Montréal. La mexicaine est encore la mieux représentée. Burritos et enchiladas disponibles: Tatou, la Taqueria, la Guatamala, les Mariachis. Des Antilles, néant. De la Louisiane, rien et c'est bien dommage. D'Amérique centrale, jamais entendu parler. D'Amérique du Sud, nada. Sauf deux restaurants argentins: le Berger rue Saint-Laurent, la Parrilla rue de la Montagne. L'Argentine, surtout connue pour Evita et les Malouines, est le plus gros consommateur et exportateur de viande au monde. Les grillades de la Parrilla ont de quoi satisfaire les plus enrégés des carnivores. Mais qu'attendent donc nos amis haïtiens pour ouvrir des restaurants de cuisine créole?

MAGAZINES

Lisez-moi ça

À la question «Avez-vous vu le film?», il n'est pas rare de répondre: «Non, mais j'ai lu le livre.» Et vice versa. Si le film n'a pas été tourné et que vous n'avez pas encore eu le temps de lire le livre, deux magazines s'adonnent à le faire pour vous. «Livres d'ici», publié dix fois l'an à Montréal, s'occupe spécifiquement de littérature québécoise. «Nuit Blanche», publié à tous les deux mois à Québec, traite des littératures francophones. Son thème du mois: littérature et cinéma, justement.

À LA RADIO

GMB

Ce n'est pas une marque de camion, mais il fonce quand même, Gérard-Marie Boivin. Télé hebdomadaire au 10, radio quotidienne à Radio-Canada. «Il fait toujours beau quelque part» que ça s'appelle. Détendu, confortable. Une découverte. Hausse de cotes d'écoute prévisible. La présence de Louise Latraverse. Des chroniqueurs, notamment Daniel Guérard, qui connaît l'histoire de la chanson française comme le fond de sa poche. Et qui en parle avec humour et intelligence.

MARC LALONDE

Dix ans dans l'ombre et dix à l'avant-scène politique



Pierre Godin

A 54 ans, le ministre des Finances Marc Lalonde conserve un côté énigmatique que même son intarissable sourire copain-copain n'arrive pas tout à fait à diluer. Il a un problème d'image qui le contrarie. À l'été 1976, en pleine crise des Gens de l'Air, un jeune député au franc-parler, Serge Joyal, qui venant de s'y frotter, l'accusa d'être le «tueur à gages» de Pierre Trudeau.

À trop jouer les éminences grises ou les pères Fouettard, à trop se complaire dans l'ombre de son chef, on risque d'être catalogué. Aujourd'hui encore, on ne sait trop ce qui lui sied le mieux: l'ombre ou la lumière. Ses relations avec la presse ont toujours été correctes même si parfois il a scandalisé les journalistes. En 1977, il s'amusait à leur raconter des histoires de «newfie» alors qu'il négociait, comme ministre d'État aux Relations fédérales-provinciales, avec le Terre-Neuvien Brian Peckford. Une autre fois, à des journalistes qui l'interrogeaient au sujet d'excréments d'animaux trouvés dans de la viande à hamburger, le ministre de la Santé, qu'il était alors, lança avec un humour un peu indigeste: «Faites-la bien cuire!»

Certains qui se sont fait tirer les oreilles par lui aiment souligner son masque inquiétant de Robespierre: même nez fortement aquilin, même front haut et bombé, même culte de la vertu spartiate. On pourrait ajouter: même puritanisme qui le pousse à rejeter et à envier à la fois le style de vie débridé de son chef. Même sens jacobin de la probité aussi qui ne l'empêcha cependant pas, un jour où il était convaincu de la pureté de ses intentions, de créer un tollé en montant dans le jet des Bronfman pour se rendre en Israël.

D'autres, comme André Patry, qui ont traité avec lui de questions politiques litigieuses en des lieux faiblement éclairés, lui trouvent plutôt l'air taciturne d'un Grand d'Espagne retouché par Goya. Contrairement à Pierre Trudeau, dont il n'a voulu être pendant longtemps que «les yeux et les oreilles», Lalonde ne descend pas de la cuisse de Jupiter. C'est son extraction modeste qui lui a valu d'être, de tous les ministres de l'équipe Trudeau, celui qui se souciait le plus des petits, des retraités, des minorités.

Un jour, il éberlua ses collègues du cabinet en déplorant le manque de radicalisme des activistes indiens. À titre de ministre de la Santé, entre 1972 et 1977, il ne put toutefois réaliser son grand rêve d'une politique de revenu annuel garanti. Le coût exorbitant de deux milliards provoqua les objections, ponctuées d'une menace de démission, du ministre des Finances du temps, John Turner. Trudeau conclut diplomatiquement: c'est un excellent programme mais qui arrive au mauvais moment. Le bon moment ne vint jamais, évidemment.

Né le 26 juillet 1929, Marc Lalonde appartient à la septième génération d'une famille paysanne de l'île Perrot, au sud-ouest de Montréal. Premier Lalonde à accéder au savoir universitaire, il se rendit jusqu'à la prestigieuse université britannique Oxford, réservée aux forts en thème comme lui. Hyperlogique comme Trudeau, doté comme lui d'une puissance dialectique égale, capable de le défier devant les autres sans craindre l'humiliation, le paradoxe est de savoir pourquoi il n'a voulu être pendant longtemps que «tout ce que Trudeau lui-même n'aurait pas aimé être»: l'exécuteur des hautes oeuvres, le préfet de discipline

d'un caucus réduit au rang de ces «75 nouilles du chef Boyardi» dont se moquait récemment Brian Mulroney, le coulissier ombrageux des grandes manoeuvres Ottawa-Québec, l'agent fédéral 007 de la crise d'Octobre.

«J'aime cet homme, j'irais au front pour lui», aimait-il répéter naguère, avant de devenir lui-même un homme politique d'envergure, pour expliquer pareil oubli de soi. Si Trudeau l'a toujours considéré comme son alter ego, ce n'est pas seulement à cause d'un passé qui les a soudés l'un à l'autre depuis le début des années soixante, mais parce que la loyauté de Lalonde, pour être indéfectible, n'a jamais été servile.

En décembre 1979, quand la nuée de flatteurs masquant le fond de leur pensée incitent Trudeau à revenir sur sa décision de démissionner, Marc Lalonde lui dit brutalement de s'en aller à l'île d'Elbe. Convaincu que Trudeau perdrait les élections que vient de déclencher Joe Clark, risquant ainsi de causer un tort irréparable au front fédéraliste du refus de mai 80, il songe d'ailleurs lui-même à regagner son île sur le lac Saint-Louis. Les deux hommes sont peut-être des égaux mais ce ne sont pas deux amis intimes. Entre 1968 et 1972, le PM invitait rarement son chef de cabinet Lalonde au 24 Sussex ou à Harrington Lake, sa résidence d'été.

Après 1980, quand il se retrouve pour deux ans ministre de l'Énergie, Marc Lalonde prend vraiment sa place au nombre des stars de la politique canadienne. Petro-Canada, c'est lui qui l'a vraiment fait décoller. Ses qualités de négociateur comme sa poigne de paysan l'aideront à briser rapidement les reins des grands pétroliers américains qui passent la



Antoine Desilets, PLUS



frontière canadienne avec les milliards provenant de l'explosion du prix du pétrole. Il mate aussi un Peter Lougheed, réfractaire à un canadianisme bien compris, et lui commande de partager avec les autres les profits presque gênants de l'or noir albertain.

Antinationaliste, Marc Lalonde l'est depuis toujours comme Trudeau. Une simple « nostalgie tribale », voilà le nationalisme québécois jugé une fois pour toutes!

Vers 1963, les deux juristes s'associent à l'Institut de recherche en droit public de l'Université de Montréal. C'est l'époque où l'indépendantisme gagne du terrain, même à la faculté de droit! Lalonde apprend à ramer à contre-courant pendant que Trudeau s'engueule avec ses étudiants séparatistes. Quand Claude Morin, au nom du Comité québécois de la Constitution, demande à l'Institut d'étudier le séparatisme, c'est le bouquet! Les deux compères exigent que le comité directeur, dont ils sont, ait droit de regard sur les textes des chercheurs. Ceux-ci crient à la censure, au viol de la liberté académique! Lalonde retraite rapidement tandis que Trudeau argumente durant deux heures avant d'accepter un compromis.

En 1964, il rédige avec Trudeau et quelques autres le manifeste antiséparatiste « Pour une politique fonctionnelle », plate-forme des trois colombes de 1965, qui commence par ces mots: « À tous les Canadiens! Le pays se cherche une raison d'être. Les émotions couvrent la voix de la raison et les appels à la race remplacent les analyses objectives de la réalité... » En 1965, Lalonde s'en

prend dans *Cité libre* à la commission fédérale Laurendeau-Dunton sur le bilinguisme qui accorde selon lui trop d'importance à « l'industrie du nationalisme » et est devenue ni plus ni moins que « le lobby des séparatistes. »

Plus le sentiment national monte dans la décennie, plus son irritation croît. En 1968, devenu ministre de Trudeau, Eric Kierans ose un jour consulter l'économiste Jacques Parizeau. Le nouveau chef de cabinet du PM, Marc Lalonde, lui sonne les cloches. Mais en bon Irlandais qui ne s'en laisse pas imposer, Kierans insinue, perfide: « de tous les économistes canadiens, Parizeau est de loin le meilleur! »

En 1967, Marc Lalonde évolue dans un milieu qui lui est plus naturel: le bureau du premier ministre Pearson. C'est la folle époque du triangle Ottawa-Paris-Québec et de ses espions français. Il commence alors à jouer un rôle qu'il conservera sous Trudeau: celui d'émissaire spécial des PM.

Un joli soir de mai d'Expo 67, il aboutit à Québec au bureau de Daniel Johnson pour faire renverser une décision du chef de protocole André Patry. En avril 1968, il prie gentiment mais fermement son ancien collègue de la faculté de droit, Jean-Guy Cardinal, devenu ministre québécois de l'Éducation, de ne pas prendre l'avion pour Paris où doit se tenir une réunion internationale considérée par Ottawa comme une injure à sa souveraineté.

Chaviré par l'appel, l'impressionnable Cardinal repose le combiné et confie à son chef de cabinet, Me Jacques Laurent: « Il est fou... il dit que si je vais à Paris, je

peux être arrêté pour sédition. » Claude Morin, lui, tenta de s'entendre avec l'envoyé fédéral au sujet du statut international du Québec. Peine perdue car leur stratégie était irréconciliable. Morin avait pour principe premier qu'était bon tout ce qui accroissait les pouvoirs du Québec et mauvais tout ce qui les réduisait. Pour Lalonde, était bon tout ce qui minimisait la présence du Québec dans le monde et mauvais tout ce qui risquait de fragmenter la souveraineté extérieure du Canada...

Octobre 70 fournit au député d'Outremont, comme aux autres faucons du clan Trudeau venus à Ottawa pour écraser les séparatistes québécois, l'occasion de montrer leur savoir-faire. En mars 1979, John Starnes, ex-directeur général de la GRC, avouera à la commission MacDonald: le gouvernement Trudeau voulait profiter de l'aubaine pour régler son compte au FLQ et tuer à jamais l'idée de l'indépendance. Déjà, le 14 août 1967, un mois à peine après l'onde de choc déclenchée par le général de Gaulle, le Conseil de sécurité avait statué: le séparatisme est maintenant plus dangereux que le communisme. Implacable, Marc Lalonde avait exhorté la GRC à espionner le Québec comme une puissance étrangère hostile.

Le Québec sur le même pied que la Russie, quoi! Dans certains documents confidentiels, on vit aussi apparaître de plus en plus souvent une bizarre équation: séparatisme égale terrorisme (« separatist/terrorist »). Le 5 mai 1970, une semaine après l'élection de Robert Bourassa, le super-comité du cabinet fédéral, où siè-

ge Marc Lalonde, se prépare au pire: on renforce le rôle de l'armée et de la GRC dans le maintien de l'ordre public. Le 5 octobre, quand le FLQ frappe, le chef de cabinet de Pierre Trudeau, à qui échoit le dossier, forme un triumvirat qui va gérer au jour le jour le chaos suscitée par la subversion felquist.

À Québec, en réponse à un ultimatum du FLQ, le ministre de la Justice Jérôme Choquette veut échanger la vie de James Cross contre cinq prisonniers politiques. Pas question! lui répliquent Mitchell Sharp, secrétaire d'État, et Marc Lalonde. Sur le kidnapping, la position de Trudeau est claire: aucune compromission. Avant d'épouser Margaret, il lui a dit que jamais il ne verserait un sou à ses ravisseurs, si elle était enlevée!

Lalonde et Sharp rédigent un projet de réponse au FLQ où ils biffent soigneusement la promesse de Choquette de relâcher cinq prisonniers. Mais comme ce dernier ne veut rien entendre, Lalonde appelle Trudeau qui appelle Bourassa (à Boston) qui appelle Choquette qui rappelle à Ottawa. Il a changé d'idée. À la télé, il lit la prose inflexible des fédéraux: « libérer un seul prisonnier serait céder au chantage et mettre en danger l'ordre social. » Quinze minutes plus tard, c'est au tour de Pierre Laporte de tomber aux mains des terroristes.

Pour arriver à bout du FLQ, il faudra mettre le Québec tout entier sous la loi martiale. C'est encore Marc Lalonde qui, le jeudi 15 octobre, à 17 h 30, se retrouve à Québec dans le bureau de Bourassa pour rédiger avec lui la lettre officielle réclamant d'Ottawa la loi

des mesures de guerre que le ministre Choquette signera la mort dans l'âme.

Le 10 décembre, une fois la crise matée, un rapport du Strategic Operation Center, groupe ultra secret dont font partie Marc Lalonde et Jean-Pierre Goyer, secrétaire parlementaire du premier ministre Trudeau, conclut: le PQ a réussi à exploiter la crise en faveur du séparatisme — le temps est venu pour Ottawa de passer à l'offensive. Selon le rapport Duchaine, ce fut là le feu vert qu'attendait la GRC pour perpétrer contre le PQ les actes illégaux maintenant, connus, dont la fameuse opération Ham qui permit de fiché, en une seule nuit, cent mille Québécois qui avaient adhéré en toute bonne foi à un parti démocratique.

Avant de quitter les zones d'ombre où l'exigeante conception qu'il se faisait de la sauvegarde de la sécurité publique l'a maintenu durant ces années troublées, Marc Lalonde va mettre sur pied au bureau du premier ministre le Groupe Vidal. Sous le couvert de l'unité nationale, ce groupe composé de francophones va procéder en collaboration avec la GRC à l'analyse des renseignements fournis par les militants du Parti libéral sur les partis politiques québécois, les milieux syndicaux, les enseignants.

C'est donc avec ce passé somme toute assez spécial que Marc Lalonde va devenir, après les élections fédérales en 1972, d'abord député d'Outremont, puis cinq fois ministre, débouchant ainsi dans la lumière crue des projecteurs d'une vie publique plus visible. □

BILINGUISME

Le processus est désormais «irréversible» au Canada

PLUS: Quel est votre bilan de 15 ans de gouvernement, des succès et des échecs?

LALONDE: Peut-être suis-je influencé par mes fonctions actuelles, mais le premier aspect que j'examinerais est économique. Je trouve les commentaires dans les médias vraiment un peu courts. Le gouvernement a connu un grand succès durant ces 15 ans, avec les cycles normaux qui nous ont affectés comme les autres pays du monde. Un des grands succès a été, durant les années 70, de créer en moyenne plus d'emplois que n'importe quel autre pays industrialisé. Il est vrai que nous avons connu également un taux de chômage élevé; il s'explique par un taux de croissance de la main-d'oeuvre très élevé, l'arrivée sur le marché du travail d'un très grand nombre de jeunes et la croissance de la main-d'oeuvre féminine. Il a quand même été créé per capita, cette année encore, plus d'emplois ici que dans n'importe quel autre pays industrialisé. Cette performance n'a pas, à mon avis, été suffisamment notée.

Au plan de la politique internationale, le gouvernement a réussi à maintenir et même à renforcer l'image du Canada, pays du bloc de l'Ouest certes mais apportant une contribution originale aux relations internationales: maintien du dialogue Nord-Sud, développement d'une politique internationale autonome, élargissement de notre présence en tant que francophones dans les pays d'Afrique. Le prestige du Canada à l'étranger est aussi haut qu'il n'a jamais été, en dépit de l'émergence d'un grand nombre de pays au rang de puissances internationales. Le Canada demeure un pays dont l'influence dépasse de loin le poids que mériteraient sa population et sa puissance économique ou militaire. C'est un succès en soi, car s'il fallait ne tenir compte que du poids démographique, économique ou militaire, le Canada serait un pays très mineur sur la scène internationale.

PLUS: Ce n'est guère ni visible ni reconnu...

LALONDE: Les Canadiens ne s'attachent pas beaucoup à cette dimension de leur pays. Et par ailleurs, combien d'analystes de la politique étrangère avons-nous dans les médias? Même ici à Ottawa, je ne connais pas un journaliste spécialiste des questions internationales. Il n'est donc pas étonnant que l'attention du public ne soit pas retenue; les gens seront frappés à l'occasion d'une crise. Au plan électoral, cela n'a jamais été un facteur qui a joué un rôle significatif. M. Lester B. Pearson, qui venait de recevoir le prix Nobel de la paix, n'a pas obtenu aux élections suivantes un gouvernement majoritaire... Pourtant c'était un événement! Notre rôle international n'est pas plus considérable qu'à l'époque de M. Pearson mais les temps ont changé. Immédiatement après la guerre, et jusqu'au début des années soixante, à cause même de la faiblesse relative de l'Europe par exemple, le Canada a occupé un rôle international dix fois plus important que sa réalité géo-politique aurait normalement commandé. Le Canada avait contribué à la victoire des Alliés et, tout en faisant partie de la «forteresse Amérique», était différent des États-Unis et a été appelé à jouer un rôle supplétif que, graduellement, l'Europe, l'Asie et les pays en voie de développement ont voulu jouer par eux-mêmes. Tous ces pays ont réoccupé la place qui leur était dévolue. On se serait attendu alors que la présence du Canada s'estompât; cela eut été tout à fait compréhensible. Grâce à une politique internationale dynamique, le contraire s'est produit: le simple fait que le Canada fasse partie des pays du sommet économique... il faut le faire; nos partenaires ne sont pas venus nous dire qu'il allait de soi que nous en fassions partie... D'autres pays auraient autant que nous le droit d'y participer.

4 Je ne prétends donc pas que notre rôle est supérieur, mais que la tendance normale aurait conduit à une érosion

UNE
ENTREVUE
DE
plus
AVEC
MARC
LALONDE



graduelle. Or ce n'est pas le cas; notre stature internationale aujourd'hui est aussi grande, aussi prestigieuse qu'alors.

PLUS: Grâce aux fonds (près d'un milliard et demi de dollars) que distribue chaque année l'Agence canadienne de développement international?

LALONDE: L'ACDI n'est qu'un instrument de la politique internationale globale du Canada au sein de laquelle la dimension «aide» est importante depuis la dernière guerre mondiale; ce n'est pas un phénomène nouveau. La persistance avec laquelle nos politiques ont été poursuivies, la diversification de notre politique d'aide, et les initiatives prises dans le contexte international général ont permis au Canada de devenir un interlocuteur qui, tout en étant un allié et un voisin des États-Unis, n'était pas «dans la poche des États-Unis» et donc pouvait jouer un rôle très utile de rapprochement; d'être par rapport aux États-Unis un pays pouvant, plus facilement, attirer leur attention sur certaines dimensions des problèmes. Nous n'avons pas réglé les problèmes Nord-Sud, mais ce qu'il y a de remarquable, c'est que les gens continuent à se parler, que cela n'a pas explosé. C'est une dimension effrayante de la réalité mondiale... Les écarts de richesses à l'échelle du monde sont effrayants.

PLUS: Comment expliquez-vous l'initiative du premier ministre Trudeau, pourquoi maintenant?

LALONDE: L'intérêt que porte le Canada au dialogue Nord-Sud n'est pas nouveau; il date des années 72-74. Le Canada y a joué un rôle majeur dès le début. M. MacEachen, lors de son premier mandat au ministère des Affaires extérieures, a présidé la conférence de Paris. L'initiative présente de M. Trudeau découle de l'évolution très récente et très inquiétante de la conjoncture internationale. On assiste, de la part de l'Union soviétique et des États-Unis, à une escalade non seulement de la rhétorique mais des dépenses militaires, des accrochages heureusement indirects. En examinant la conjoncture actuelle, on se demande où va se produire la prochaine explosion. Et une bonne fois, ils pourraient s'accrocher directement, par erreur! Si les deux super-puissances se mettent à exercer d'une façon aussi agressive leur impérialisme territorial, nous allons assister à une escalade des conflits. On est en droit de se demander où cela va mener, à quand «l'accident».

L'initiative de M. Trudeau est d'essayer d'explorer avec les pays alliés les moyens d'amener les deux super-puissances à se reparler. Le dialogue entre l'Union soviétique et les États-Unis est à toute fin pratique arrêté depuis quelques années. Ce n'est pas sain.

PLUS: Que peut changer un pays comme le Canada?

LALONDE: Ce n'est certes pas parce que le Canada dira: parlez-vous, qu'ils vont le faire! Il faut pourtant utiliser tous les moyens pour essayer d'influencer le plus possible ces deux super-puissances, les amener sinon à la table de négociation du moins à se parler, ne serait-ce que par personnes interposées. D'ici un mois et demi, Pershing et Cruise seront déployés en Europe et il ne faut pas que le processus de désarmement cesse pour autant. Le Canada ne s'arroge pas un rôle de boy-scout international; mais la conjoncture est devenue particulièrement critique et le Canada est un pays qui peut le moins être soupçonné d'avoir des intérêts personnels, égoïstes, à défendre; qui n'a pas d'antagonismes fonciers avec l'Union soviétique, qui n'a pas de conflits graves avec les États-Unis. Situation privilégiée donc, dont ce serait une négligence grave de ne pas profiter. Nous devons en prendre la chance, sans se faire d'illusions sur les résultats immédiats, pas plus que nous ne nous en faisons dans le cadre du dialogue Nord-Sud: on ne s'imagine pas réconcilier des siècles de tensions en quelques années.

Notre « poids » international est sans commune mesure avec notre puissance



nées; on va essayer d'empêcher qu'il y ait ruptures, que les gens se mettent à se tirer les uns sur les autres.

PLUS: Les affaires étrangères semblent vous passionner beaucoup...

LALONDE: Oui... Comme ministre des Finances je ne peux être indifférent à l'évolution des affaires étrangères, particulièrement au plan monétaire et financier, qui ont d'énormes répercussions domestiques. On peut difficilement prétendre jouer un rôle significatif au plan politique fédéral en ignorant l'aspect politique étranger. De plus en plus les pays deviennent, dans tous les domaines, interdépendants. Il en était de même lorsque j'étais ministre de l'Énergie. J'ai toujours quand même passé beaucoup plus de temps sur les questions domestiques que sur les questions étrangères! Et je n'ambitionne pas de devenir ministre des Affaires étrangères...

PLUS: Succès économique, international...

LALONDE: Notre troisième succès se situe au plan, plus politique, des progrès de la réalité francophone. Durant les derniers 15 ans, le Canada a passé un cap irréversible. La réalité francophone est maintenant inscrite dans la réalité du pouvoir au Canada. On ne pourra renverser la vapeur: il y aura encore des difficultés, comme au Manitoba en ce moment, mais ce qui est significatif c'est le momentum. Il est devenu de bon ton de reconnaître la réalité francophone, peu importe le parti politique. Nous avons véritablement réussi à franchir une étape majeure, au plan politique et au plan économique où sont arrivés des leaders francophones compétents, capables de concurrencer n'importe qui dans les entreprises. Une transformation majeure s'est opérée dont on ne s'est pas tellement rendu compte, car elle s'est opérée de façon graduelle et sans trop d'irruptions, il y a eu des accrochages sans plus. Quand on pense qu'il y a vingt ans on se battait à propos des chèques bilingues! La montée de l'ultranationalisme au Québec a été parallèle et n'a pas été le catalyseur de cette évolution commencée avant. Notre gouvernement a réussi à maintenir la réalité canadienne à un moment où naissaient un mouvement séparatiste au Québec et de très forts régionalismes ailleurs au Canada. Je pense, pour ma part, que le séparatisme ou l'indépendantisme deviendront un phénomène folklorique au cours de la prochaine décennie. Le haut de la vague est passé; s'il restera des irréductibles — il y aura toujours une base nationaliste au Québec, le nationalisme est dans chacun des Québécois qui naît et meurt avec —, le nationalisme virulent des années soixante et soixante-dix fait place à d'autres valeurs, d'autres préoccupations. Un de nos succès fut d'empêcher que cette tendance devienne prédominante, comme elle aurait bien pu le devenir.

PLUS: Cela n'a-t-il pas entraîné la quasi disparition du parti libéral dans l'Ouest du pays?

LALONDE: D'autres facteurs ont joué. Cela a affecté les chances du parti libéral dans certaines provinces de l'Ouest, où l'on nous identifiait comme très francophiles, mais ce serait une erreur de prétendre que ce fut le principal facteur de la déchéance du parti libéral tant au plan fédéral que provincial. Le phénomène, au plan fédéral, remonte d'ailleurs au moins à la vague Diefenbaker de 1958. Quant à la disparition des partis libéraux provinciaux, elle s'explique par le fait que ces partis n'ont pas occupé le centre et le centre gauche de l'échiquier politique, reconnus généralement comme la position naturelle du parti libéral; ils sont allés à droite, laissant le champ libre au Nouveau parti démocratique, et se retrouvant coincés par le parti conservateur, dans certains cas, plus progressiste qu'eux! Notre bataille pour la reconnaissance de la réalité francophone a pu nuire certes; il serait excessif de prétendre que ce soit la source fondamentale. C'est une situation qui peut se renverser: il faudra y mettre le temps, mais il est possible de



photos Antoine Désilets

rebâtir dans l'Ouest le parti libéral fédéral et les partis provinciaux.

PLUS: Le bilinguisme n'est-il pas strictement qu'une réalité statistique qui n'a pas vraiment rentré dans les moeurs canadiennes? Les résultats du referendum au Manitoba n'en sont-ils pas une preuve?

LALONDE: Notre objectif n'a jamais été que chaque Canadien soit bilingue, ce qui serait tout à fait irréaliste. Notre objectif, beaucoup plus modeste mais beaucoup plus essentiel, était que chaque Canadien puisse recevoir les services de leur État fédéral dans les deux langues officielles, selon leur choix; que la réalité francophone de ce pays soit reconnue dans les faits, à la fois par sa participation au gouvernement politique de ce pays et par sa présence dans la réalité économique. Au cours des quinze dernières années, le Canada a connu une révolution à ce point de vue. Quant au cas du Manitoba, je le trouve malheureux mais là encore d'autres phénomènes jouent: en Alberta et en Colombie britannique, par exemple, les services scolaires n'arrivent pas à satisfaire les besoins de classes d'immersion en langue française. Le cas du Manitoba est peut-être exceptionnel, en ce sens que l'on demande à sa population de faire un énorme saut.

PLUS: Le cas de l'Ontario?

LALONDE: Ne nous laissons pas obnubiler par une approche purement legaliste. Posons-nous la question: qu'est-il arrivé depuis quinze ans en Ontario, dans les faits? On voit alors une évolution énorme: le gouvernement ontarien est par définition, dans tous les domaines depuis trente ans, gradualiste et jamais radical. Et dans les faits, l'extension des services du gouvernement ontarien en français est énorme. Il est intéressant de constater par exemple que les francophones ontariens, lors de la dernière élection, ont appuyé considérablement le gouvernement Davis. L'évolution en Ontario n'a pas été une évolution régressive mais progressive: peut-être n'est-ce pas suffisant, trop lent, inadéquat, etc., mais on ne peut dire que l'on a regressé.

PLUS: Quelques échecs...?

LALONDE: Voilà, en gros, pour les plus grands succès. Ma déception, et nous avons dans ce domaine mis pourtant honnêtement bien des énergies, c'est de voir après quinze ans que les disparités régionales n'ont pas été plus amenuisées. Ce problème s'avère d'une difficulté exceptionnelle à résoudre. La Gaspésie au Québec, Terre-Neuve, les provinces atlantiques, le Cap-Breton, le nord du Nouveau-Brunswick ou le nord du Manitoba sont encore dans une situation où le taux de pauvreté par rapport au reste du pays est énorme, en dépit des sommes allouées à leur développement.

PLUS: Ne serait-ce pas qu'il n'y a rien à faire?

LALONDE: Je ne peux croire que nous en soyons réduit là. À Terre-Neuve, par exemple, l'industrie de la pêche a, un

temps, décollé. À cause d'un manque d'expertise tout est tombé; il faut rebâtir mais, durant quelques années, on a cru que c'était parti... Avec la fixation à 200 milles des eaux territoriales, le Canada est devenu un des pays possédant les plus vastes ressources au point de vue des pêches... Si le prix du pétrole avait continué de monter, il aurait été possible de relancer l'économie de Terre-Neuve. En Nouvelle-Écosse, Halifax s'est fort bien tiré d'affaires au cours des quinze dernières années.

Ce serait donc un aveu de défaite un peu trop rapide de dire qu'il n'y a rien à faire. L'alternative est-elle d'ordonner à ces populations de déménager et de transformer la Gaspésie en parc national? Ce n'est pas une solution qui humainement soit acceptable. Il faut continuer d'essayer de développer des solutions. Il est clair que la Gaspésie ne deviendra pas un autre Toronto métropolitain d'ici vingt ans, que si l'on veut vivre en Gaspésie il ne faut pas s'attendre aux mêmes services qu'à Laval; les gens doivent avoir pourtant le choix d'y demeurer s'ils le désirent, tout en acceptant un niveau de vie inférieur à celui qu'ils pourraient avoir ailleurs au pays. Une politique du laissez-faire est inacceptable. Une des dimensions intéressantes et valables de la spécificité canadienne est cette notion de partage, inscrite maintenant dans la constitution mais qui faisait déjà partie des moeurs politiques canadiennes; la notion de péréquation est, ici, beaucoup plus grande qu'aux États-Unis; elle est sentie par la population et par les hommes politiques de tous les niveaux. C'est une richesse canadienne, une valeur positive: l'identité canadienne est difficile à définir, mais cette notion de partage est assez unique. L'importance du respect des régions, de ne pas bousculer les gens, est une composante de notre société nationale.

Après quinze ans, ma déception la plus grande est celle-là. Ce n'est pas que nous n'ayons pas essayé! Au Cap-Breton, nous avons bâti deux usines d'eau lourde... et nous nous retrouvons avec un surplus d'eau lourde! Mais ce n'est pas dit qu'il n'y a rien à faire. Dans le nord de la Saskatchewan, de l'Alberta, considérés comme zones sous-développées, la présence des sables bitumineux donne de l'espoir. En fin de compte, pourtant, j'aimerais pouvoir dire qu'après quinze ans nos aspirations de l'époque ont été mieux satisfaites. Je dois constater que nous avons encore un joli bout de chemin à faire.

PLUS: Cela faisait partie de la société juste, comme le rétrécissement de l'écart entre les revenus des particuliers?

LALONDE: Ce qu'il faut retenir de toute cette période, c'est que tous les revenus ont monté. Les écarts n'ont peut-être pas diminué de beaucoup, mais les revenus réels de l'ensemble de la population ont monté substantiellement. Le pourcentage du nombre de Canadiens en dessous du seuil de pauvreté a diminué.

Une déception, les disparités régionales qui perdurent



PLUS: Ces écarts qui se creusent entre les régions peuvent-ils s'expliquer, comme certains le prétendent, par l'espèce d'osmose entre les hauts fonctionnaires fédéraux et leurs collègues ontariens, osmose qui fait que l'Ontario est privilégié même inconsciemment?

LALONDE: Après vingt ans, je peux répondre non. Lorsque je suis arrivé à Ottawa, je le pensais. Je le pense beaucoup moins maintenant, pour la bonne raison que cela implique-

vorisées: paiements de péréquation ou aide directe à l'industrie.

PLUS: Comment expliquez que le Canada ait chuté au palmarès des pays aux plus hauts revenus per capita?

LALONDE: Tout d'abord, il faut éliminer de la liste, si l'on veut que ces comparaisons soient valables, les Emirats arabes et les pays grands producteurs de pétrole! Le revenu moyen d'autres pays a, cela mis à part, dépassé celui du Canada pour la bonne raison qu'ils n'ont connu aucune croissance de la population. Prenez l'Allemagne: il y a moins de main-d'oeuvre aujourd'hui qu'il y a dix ans. Ces pays ont connu un taux de croissance, pas plus élevé relativement que le nôtre, mais accompagné d'une croissance de la population beaucoup moins élevée que la nôtre.

PLUS: À propos des sociétés d'Etat et de leurs échecs, l'Etat ne devrait-il pas tout simplement s'en retirer?

LALONDE: Implicitement, vous laissez entendre que le secteur privé n'aurait pas connu ces échecs. Je ne suis pas prêt à accepter cette conclusion. Canadair et De Havilland auraient fermé leurs portes en 1974. N'eût été de la récession et des moteurs fabriqués par l'entreprise privée américaine faut-il préciser, Canadair serait probablement acclamé comme le succès du siècle; la deuxième génération de Challenger est d'ailleurs un appareil de première qualité. Hélas, le marché s'est écroulé: les fabricants américains perdent eux aussi des milliards. L'avionnerie dans le monde entier connaît une période extrêmement difficile, et particulièrement celle construisant des avions d'affaires. Mais ces usines comptent des compétences, une expertise, et je ne suis pas du tout prêt à conclure qu'il faut fermer, malgré les pertes prévues. Je rappelle que lorsque nous les avons achetées, nous avons dit que nous étions prêts à les revendre: en huit ans, pas un Canadien ne s'est présenté.

ration dans le monde ont la meilleure performance de tous les réacteurs nucléaires. Lorsque j'étais ministre de l'Énergie, sur les huit réacteurs les plus performants au monde six étaient des Candus. Nous avons un excellent produit: les Américains qui ont opté pour une autre technologie connaissent les problèmes que l'on sait. Encore là, le Canada fait face à un marché où la demande pour ce type d'énergie a diminué considérablement, surtout à cause de la récession. Nous négocions avec un ou deux pays et les Coréens, de plus, sont dorénavant nos partenaires pour vendre des réacteurs en Asie. Les réacteurs que nous avons bâtis en Ontario et au Nouveau-Brunswick produisent de l'électricité à un taux concurrentiel. Au plan technique, c'est donc un grand succès; peut-être notre mise en marché n'a-t-elle pas été assez dynamique, dans un contexte économique international difficile. Ce n'est pas une raison pour affirmer que l'Etat doit quitter ces domaines: Téléglobe fonctionne et fait des profits, le Canadien national fait des profits — Via Rail n'en fait pas, mais doit-on fermer demain matin?

Il y a des secteurs où l'Etat doit être présent, surtout dans un pays comme le Canada avec seulement 24 millions d'habitants et un secteur privé qui a peine à suffire à tout faire.

PLUS: Vous ne classez pas la politique énergétique parmi les échecs...

LALONDE: Que non! Absolument pas! Au contraire, l'histoire démontrera que cette politique était requise au Canada, au plan de la canadianisation, de la diminution de la propriété étrangère, de la conservation de l'énergie, de la substitution en faveur du gaz naturel et de l'électricité et de formes d'énergies autres que le pétrole, au plan de l'autosuffisance. Nous avons réussi au delà de nos prévisions et de nos espoirs. Cette année, le Canada est un pays exportateur net de pétrole — 75 000 barils par jour cette



Notre politique énergétique: un très grand succès

année — alors qu'il était importateur — en 1980, 250 000 barils par jour. Certes, si la reprise économique est féroce, peut-être redeviendra-t-il importateur. Le programme énergétique national a été un très grand succès, même au plan des prix: aujourd'hui le prix du pétrole au puits demeure inférieur au prix international et si les Canadiens paient plus cher que les Américains c'est que nos taxes sont supérieures. Les prévisions de revenus considérables pour les gouvernements n'ont pas été atteintes, pour la bonne raison que les prix internationaux ont cessé de monter. Mais je rappelle que le Conseil économique s'inquiétait, il y a deux ans, des énormes surplus que le gouvernement fédéral allaient accumuler dans les années 84-85! L'évolution énergétique internationale a été bien différente de ce que 99,9 p. cent des experts prévoient... L'industrie du pétrole aux États-Unis a d'ailleurs souffert autant que la nôtre.

PLUS: N'aurait-il pas mieux valu adopter cette politique plus tôt, lors de la première flambée des prix du pétrole?

LALONDE: Bien sûr, si cette politique s'était appliquée trois ans plus tôt, bien des choses auraient été changées. Mais, comment réécrire l'histoire? Pas facile... Avec l'avantage de pouvoir regarder en arrière, facile d'énoncer ce qu'il aurait dû être fait... Quand les prix ont doublé en 74, les gens disaient qu'ils allaient se stabiliser pour longtemps. Ils ont encore doublé en 79... On a cru à la fin du monde, à 100\$ le baril! Mais cela ne s'est pas produit.

PLUS: Le parti libéral provincial a un nouveau chef qui n'a pas toujours été en odeur de sainteté à Ottawa lors de ses mandats comme premier ministre. L'attitude a-t-elle changé?

LALONDE: Il n'y a pas de raison d'entretenir des réserves qui ont pu être exprimées à une autre époque, dans des circonstances différentes et sur des questions bien précises.

PLUS: La loi du marché ferait que ces avionneries, comme dans le cas du Candu ou des usines d'eau lourde, disparaîtraient?

LALONDE: C'est vrai. Et c'est le cas à travers le monde: si les avionneries américaines n'avaient pas les commandes militaires, il y aurait longtemps qu'elles auraient fermé. Idem en France, en Angleterre ou en Allemagne. Dans tous les cas, les avionneries subsistent soit à coups de subventions directes soit à coups de commandes militaires. Le Canada devrait-il quitter ce domaine? Question valable qui mérite d'être posée mais, personnellement, j'hésite à répondre oui. Nous avons réussi à jouer un rôle dans ce secteur grâce à des commandes passées par de grandes avionneries américaines — et il y aura certainement dans ce domaine une intégration internationale encore plus grande. Je ne vois pas pourquoi le Canada déciderait, dans les six prochains mois, que c'est un secteur de technologie dans lequel il ne sera pas présent.

Quant au Candu, ce n'est pas un mauvais produit: c'est le meilleur produit au monde! La quinzaine de Candus en opé-

rait une influence beaucoup plus considérable du gouvernement fédéral que celle qu'il a en pratique et en réalité dans les millions de décisions que le secteur privé prend chaque année. Ces décisions sont prises par le secteur privé, ni à l'instigation, ni à la suggestion, ni même la permission du gouvernement fédéral. Cela a à voir beaucoup plus avec la dynamique du marché. Pourquoi le décollage soudain de l'Alberta? Pas parce que le gouvernement fédéral a décidé que les Prairies devaient devenir plus prospères... Mais parce que le prix du pétrole a flambé. La Colombie britannique a décollé toute seule aussi, grâce au bois et au gaz naturel, puis a frappé un mur comme le Québec! Pourquoi l'industrie de l'automobile à Windsor? Pas parce que le gouvernement fédéral a décidé quoi que ce soit, mais parce que Détroit est de l'autre côté du pont...
La base industrielle s'est établie particulièrement dans le sud de l'Ontario, pas tant à cause des subsides fédéraux qu'à cause du dynamisme des industries profitant des avantages offerts à toute entreprise établie n'importe où au Canada. Mais voilà, «nothing succeeds like success». Les subsides comme tels sont allés plutôt dans les régions défa-





ses. Je l'ai dit lors de notre congrès de la fin septembre, bien avant que M. Bourassa soit choisi: peu importe qui serait le chef, il devra avoir l'appui total et inconditionnel du parti libéral fédéral d'ici la prochaine élection. Il est essentiel que la prochaine élection québécoise se solde par un gouvernement d'option non-indépendantiste, clairement fédéraliste, avec une orientation économique différente du gouvernement péquiste actuel. M. Bourassa peut compter sur l'appui complet des militants et des députés libéraux fédéraux d'ici la prochaine élection provinciale.

Adviene cette élection, que M. Bourassa soit porté au pouvoir et que nous y fussions encore, il est bien évident qu'il se produira des circonstances dans lesquelles M. Bourassa adoptera des positions avec lesquelles nous ne serons pas d'accord. Et vice-versa. Je dirais même que je le souhaite: je serais inquiet si l'inverse se produisait à l'intérieur d'un régime fédéral. Cela impliquerait que l'un des deux paliers gouvernementaux domine l'autre complètement. Les priorités ne sont pas identiques en matière fédérale ou en matière provinciale, dans n'importe quel État fédéral. Qu'il se produise des désaccords occasionnels, le contraire serait étonnant!

PLUS: N'avez-vous que des mauvais points à décerner au gouvernement québécois actuel?

LALONDE: Non, pas que des mauvais points. Tout est gris, tirant sur le noir ou sur le blanc. Des choses intéressantes ont été réalisées, valables, même en matière linguistique. Dieu sait si j'ai des critiques contre la loi 101, mais les ef-

Le partage, dimension de la spécificité canadienne

forts faits en matière de langue de travail sont valables; c'est une évolution qui, en soi, était nécessaire et qui devrait être maintenue. Que les Québécois de langue française puissent gagner leur vie dans leur langue m'apparaît élémentaire au Québec.

Le gouvernement québécois a fait des efforts dans le domaine de l'aide à la petite entreprise, efforts qui complètent les nôtres.

Mais, au total, si l'on examine l'évolution de l'économie du Québec depuis 1976, le Québec a perdu du terrain. L'hypothèque indépendantiste, le haut taux de fiscalité, l'interventionnisme de l'État expliquent cette dégradation. Le Québec est beaucoup plus interventionniste que nous ne le sommes à Ottawa: la législation en matière de travail, par exemple; le poids de la réglementation provinciale est beaucoup plus élevé que celui du gouvernement fédéral et s'est accentué depuis 1975. La multiplication des régies et des agences, des commissions, des ministères — qui se disputent entre eux d'ailleurs. Tous ces facteurs ont été très négatifs et ont freiné la progression du Québec. Il faudra des années pour rattraper le temps perdu.

PLUS: Parlant de réglementation abusive, celle de l'Agence de tamisage des investissements étrangers vous était régulièrement reprochée. Il semble que la vapeur ait été renversée et que l'Agence accepte maintenant 96 p. cent des demandes qui lui sont soumises: à quoi donc sert-elle?

LALONDE: L'objectif de l'Agence n'est pas d'empêcher les investissements étrangers au Canada. Son objectif est de les bonifier dans l'intérêt des Canadiens. Le chiffre cité ne fait pas état du pourcentage, du simple fait de la présence de l'Agence, de l'amélioration de la participation canadienne dans ces investissements. Il s'est constitué un groupe

d'experts en la matière, que les firmes étrangères consultent quand elles veulent investir au Canada; ces experts leur conseillent, pour que leurs demandes satisfassent aux critères de l'Agence, de démontrer qu'il y aura une majorité de directeurs canadiens, que de la recherche et du développement seront faits au Canada, qu'elles sont prêtes à donner un mandat mondial de vente sur certains produits fabriqués ici, que le siège social étranger n'interviendra pas dans les affaires internes de l'entreprise, qu'un plan d'investissement accéléré durant les dix prochaines années est préparé, etc.

Il faut se demander: qu'arriverait-il si l'Agence n'était pas là? Il ne fait aucun doute que son existence a eu un effet bénéfique considérable quant à la canadienisation de l'investissement étranger. Cela m'est confirmé quotidiennement par des hommes d'affaires canadiens. On entend parfois des discours dénigrant l'Agence, mais lorsque l'on parle à ces hommes d'affaires individuellement, ils conviennent que dans l'ensemble l'Agence doit demeurer.

Le Canada demeure l'un des pays les plus hospitaliers au capital étranger, un des endroits préférés du capital étranger. Il serait idiot de ne pas tenter d'en maximiser les avantages. Lors de la dernière récession, si l'Agence n'avait pas existé, un très grand nombre d'entreprises canadiennes en difficulté seraient passées sous contrôle étranger à vil prix. Beaucoup de petites compagnies canadiennes étaient bien heureuses de savoir que leurs actions n'étaient pas achetées par la porte d'en arrière...

Nous avons pris par contre des mesures pour accélérer le processus de tamisage, le rendre plus ouvert, permettre aux investisseurs étrangers de connaître un peu mieux les ré-



gles du jeu. Même l'ambassadeur américain, qui avait fait une des critiques les plus acerbes de l'Agence, a convenu qu'elle n'était plus un irritant dans les relations canado-américaines.

PLUS: Après votre politique du 6 et 5 p. cent, une Agence de surveillance?

LALONDE: Un rapport du Conseil économique propose l'établissement d'une agence de surveillance. J'ai dit en Chambre que le Conseil était un organisme sérieux et que le gouvernement étudierait avec attention cette proposition.

Nous n'avons pris aucune décision. J'ai commencé cette semaine toute une série de consultations qui se poursuivra jusqu'à Noël. J'ai étudié avec beaucoup de soin les résultats des expériences similaires faites dans les années 70; le dossier contient autant d'éléments négatifs que positifs; ce n'est pas automatiquement la meilleure solution. Il faut tenir compte de la conjoncture économique. Le Canada réussira au plan économique, après la politique du 6 au 5 p. cent, si l'on atteint un plus grand consensus que dans le passé entre les principaux partenaires économiques: gouvernements provinciaux, monde du travail et entreprises. Une solution

L'État doit être présent dans certains secteurs de l'économie

purement mécanique ou légaliste, comme une agence de surveillance, ne serait pas en soi une garantie de succès à moins d'avoir l'assurance d'un degré considérable de coopération des partenaires sociaux. Si l'Agence est perçue comme un acte d'agression soit par les entreprises soit par le travail, c'est un exercice de théorie risquant d'être contre-productif. J'aimerais que toute initiative que le gouvernement prendra à la suite du 6-5 soit le résultat d'un assez

large consensus social. L'établissement de nouvelles structures ou de nouvelles institutions qui ne seraient pas la résultante d'un large appui public risque d'avoir très peu de résultats positifs.

PLUS: La situation du parti libéral fédéral...?

LALONDE: Il est sûr que les sondages ne sont pas favorables, donc... ce n'est pas le moment d'aller en élections! Nous avons tout à gagner à gagner du temps, et il nous en reste encore. La situation économique devrait s'améliorer de façon appréciable en 1984 et l'ensemble de la conjoncture devrait devenir plus positive à mesure que les mois passeront. Quant à M. Trudeau, il n'a pas indiqué s'il sera ou pas notre chef lors des prochaines élections. Il est donc mon chef et je travaille sous sa direction. S'il indiquait qu'il n'a pas l'intention de se représenter et qu'il ouvre une course au leadership, on verra qui seront les candidats. Une chose est sûre: ce ne sera pas moi! Pour le moment je n'ai même pas perdu cinq minutes à évaluer et à spéculer sur les chances de X ou de Y... Il y a assez de problèmes réels en politique et dans la vie économique à l'heure actuelle sans se mettre sur le dos des problèmes hypothétiques. □



Albert Juneau



TRUDEAU EN EUROPE

Qu'au moins les ponts ne soient pas rompus

Monsieur Trudeau s'inquiète de la tension internationale qui a atteint, dit-il, «un niveau critique». Soucieux de revenir à une politique de détente entre l'Est et l'Ouest, il a entrepris depuis le début de la semaine une tournée européenne dans six capitales: Paris, La Haye, Bruxelles, Rome, Bonn et Londres. Le premier ministre n'aura pas de mal à convaincre les alliés européens de la nécessité de la détente.

Plutôt que l'affrontement, l'Europe préfère le bon voisinage avec l'URSS, ne serait-ce que par respect pour la géographie et le rapport des forces. D'ailleurs, le Canada n'est-il pas placé dans une situation similaire vis-à-vis les États-Unis? Il ne faut pas oublier aussi que, sur le plan économique, ce sont les Européens et non les Américains qui sont les plus grands bénéficiaires de la coopération Est-Ouest. Les exportations américaines vers l'Est ne représentent que 8 p. cent des exportations totales effectuées par les pays occidentaux dans les pays socialistes.

Le grogne des Européens

En fait, M. Trudeau se présente sur le Vieux continent au moment où plusieurs pays européens grognent contre la politique extérieure des États-Unis. Le plus bel exemple est sans doute celui de Mme Thatcher qui déclarait, il y a quelques jours, à propos de l'intervention américaine à la Grenade: «Je suis totalement et absolument opposée au communisme et au terrorisme, mais, si vous éditez une nouvelle loi selon laquelle partout où le communisme s'est infiltré contre la volonté d'un peuple les États-Unis doivent intervenir, alors nous allons connaître de terribles guerres dans le monde entier.»

Le premier ministre britannique a précisé sa pensée lors d'une entrevue au *Daily Mail*, au début de la semaine: «Les Américains savent ce qu'ils ont à faire à la Grenade, mais ils ne pourront compter

sur un appui automatique de la Grande-Bretagne pour entreprendre des actions militaires dans d'autres parties du monde.»

En réalité, Mme Thatcher redoute que les États-Unis n'entraînent l'Europe dans des aventures qui ne les intéressent pas du tout. Pire encore, elle craint que les Américains ne fassent des bêtises avec les euromissiles qu'ils installeront prochainement en Europe et qui seront placés sous leur commandement exclusif. L'exemple de la Grenade ne peut que faire naître des doutes sur les intentions américaines et, comme le précisait Mme Thatcher: «Tout cela ne peut que profiter à ceux qui s'opposent aux euromissiles.» Bref, Mme Thatcher se plaint de ne pas être consultée et d'être mise devant le fait accompli.

Dans ce contexte, on peut se demander si M. Trudeau n'est pas

destiné à jouer un rôle d'intermédiaire entre les États-Unis et l'Europe, d'autant plus qu'il effectue cette tournée une semaine avant la suspension ou la rupture probable des négociations américano-soviétiques sur les euromissiles. Et ce n'est sans doute pas un hasard si les six pays que visite le premier ministre sont précisément ceux qui doivent, en principe, accueillir les armes nucléaires américaines.

On connaît l'importance de ces négociations sur l'avenir des relations Est-Ouest. Leur échec peut entraîner une accélération de la course aux armements et un refroidissement des rapports entre Américains et Soviétiques. Cette période glaciaire pourrait alors durer longtemps, car M. Reagan sera mal placé pour négocier avant les élections présidentielles qui auront lieu en novembre 1984. C'est sans doute ce qui inquiète M. Trudeau

et ses alliés européens. Le premier ministre tient non seulement à maintenir le contact avec Moscou, mais aussi à éviter les divisions à l'intérieur du bloc occidental.

Le Canada paraît bien placé pour jouer un rôle positif, car il n'est pas aussi engagé que ses alliés européens dans le déploiement des euromissiles. Le Canada autorise les vols d'essai du *Cruise* sur son territoire et appuie la double décision de l'Otan; mais M. Trudeau s'est montré jusqu'à maintenant plus souple que M. Reagan face aux Soviétiques.

Tous les pays européens sont divisés sur l'implantation des euromissiles américains sur leur territoire. Les gouvernements de Belgique et des Pays-Bas, qui doivent accueillir au total 92 missiles de croisière, n'ont pas encore trouvé les majorités parlementaires suffisantes pour approuver le déploiement de ces armes.

Dans ces deux pays, les mouvements pacifiques sont puissants et leur influence se fait sentir jusque dans les rangs des partis gouvernementaux. Mardi dernier encore, des milliers de personnes ont défilé dans les rues de Bruxelles contre l'installation des euromissiles américains. À La Haye, c'est un demi-million de Hollandais qui ont protesté pacifiquement contre les nouvelles armes nucléaires. Le premier ministre M. Lubbers, favorable en principe à la décision américaine, s'est dit «impressionné» par l'ampleur du mouvement.

En Italie, le Parti communiste qui encore l'an dernier appuyait la double décision de l'Otan, tout en espérant un dénouement heureux des négociations de Genève, s'oppose maintenant à la stratégie américaine. Le mouvement syndical emboîte le pas et, là aussi, le pacifisme gagne du terrain.

Politique et cinéma

Mais c'est en Allemagne de l'Ouest que la tension est la plus élevée et les risques de dérapage les plus grands. M. Trudeau

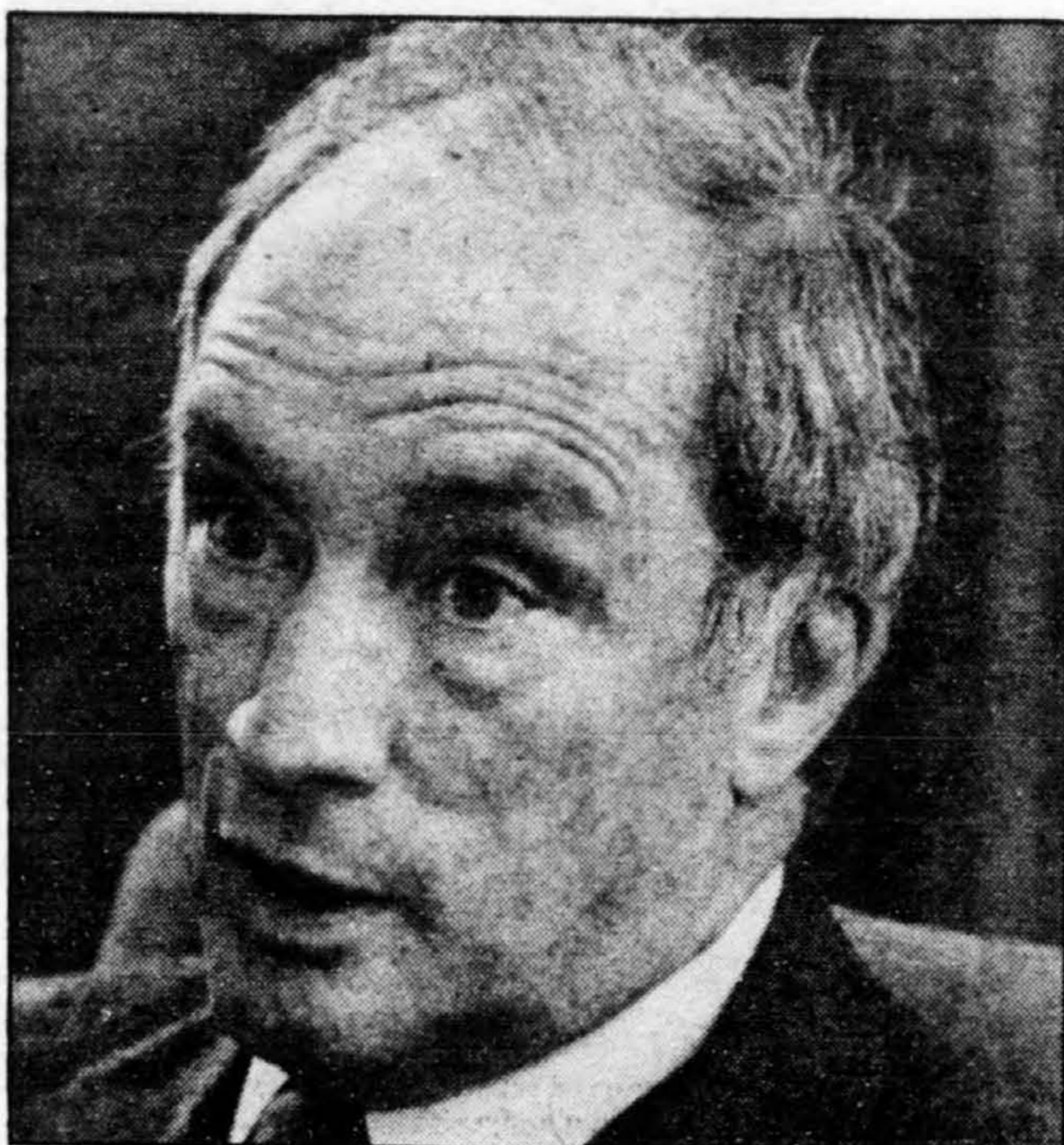
n'aura qu'à jeter un coup d'oeil sur les couvertures de quelques grands magazines allemands pour voir comment les Américains sont perçus. Le grand hebdomadaire *Der Spiegel*, par exemple, consacre sa page vitrine cette semaine à M. Reagan qui est présenté sous forme caricaturale dans une tenue de cow-boy hollywoodienne, à l'avant-scène d'un royaume imaginaire californien, dont on peut dégager que le président américain fait de la politique comme s'il faisait du cinéma. Bref, pour la presse libérale allemande, les Américains ne sont pas sérieux en politique étrangère.

Plus inquiétante est cette vague d'anti-américanisme qui prend de l'ampleur dans les rangs pacifistes. Et l'invasion américaine à la Grenade ne fait que renforcer ce courant qui pourrait à terme affaiblir les intentions allemandes à l'égard de l'Otan. Il se trouve déjà des députés sociaux-démocrates qui réclament le retrait pur et simple de la RFA de l'Otan. Le parti des Verts a déjà bien sûr franchi ce pas. Jusqu'à maintenant, les pacifistes avaient surtout mis l'accent sur l'opposition aux armes nucléaires américaines. Aujourd'hui, ils s'en prennent aux États-Unis directement.

En somme, on retrouve en RFA les mêmes inquiétudes que manifestent Mme Thatcher à l'égard des États-Unis: jusqu'où iront-ils sans consulter les Européens? C'est bien cette question que s'était posée le général de Gaulle il y a une quinzaine d'années déjà et à laquelle il avait donné une réponse radicale: le retrait de la France de l'organisation militaire de l'Otan. Contestée à l'époque par ses partenaires, cette décision de de Gaulle ne fait plus scandale aujourd'hui. Bien au contraire.

Quelques jours avant l'arrivée de M. Trudeau à Paris, mardi dernier, le quotidien *Le Monde* publiait un long commentaire signé du directeur, dans lequel il invitait les Européens à se libérer de l'affrontement USA-URSS et à s'occuper eux-mêmes de leur propre défense. Mais le peuvent-ils? Les Européens ont-ils les moyens de leurs ambitions?

Face au géant américain, le Canada et les pays européens paraissent impuissants et dépendants. Leur marge de manoeuvre est certes limitée, mais elle est pourtant réelle. Ils ont montré dans le passé — par exemple, dans le cas des sanctions économiques américaines à l'égard de l'URSS — qu'ils pouvaient freiner les ardeurs américaines. Pour le Canada, la situation reste délicate en raison de ses relations particulières avec les États-Unis. Aussi, M. Trudeau peut-il trouver chez ses alliés européens l'appui qu'il cherche pour sauver sinon la détente, du moins pour ne pas couper les ponts avec l'Est? □



Une image, une seule résume cette semaine l'état de siège dans lequel se trouve aujourd'hui plongé le monde arabe: les mesures extraordinaires de sécurité — fermeture de l'aéroport international et blocage des grandes voies d'accès —, à l'occasion du sommet des chefs d'État du plus puissant bloc commercial du Moyen-Orient.

À vrai dire, malgré les défis commerciaux croissants que suscite l'intégration des six pays membres du Conseil de coopération du golfe (CCG) dans le cadre de la contraction économique au Moyen-Orient, l'agenda de Dohar, le centre du petit émirat de Qatar, n'était ni plus ni moins qu'un microcosme des tensions qui secouent de toutes parts le monde arabe.

Pire encore, et cela expliquerait mieux la tension qui sous-entendait cette semaine ce sommet de trois jours, s'il fallait que l'agitation de la côte méditerranéenne gagne la péninsule arabe et entraîne une escalade encore plus poussée des superpuissances au-delà du golfe pétrolier, c'est tout le Moyen-Orient, l'Afrique et une partie de l'Asie occidentale (dont surtout le Pakistan et le Bangladesh) qui en pâtiraient le plus. Car s'il tourne au ralenti aujourd'hui, le moteur financier du Conseil de coopération du golfe joue encore un rôle indispensable à travers le Tiers-monde.

Le contexte politique avait donc préséance sur toute autre question.

D'abord, le «pays des cèdres» où la question palestinienne a repris le dessus sur les préoccupations de réconciliation nationale libanaise. Coïncé au pied du mur par les troupes israéliennes stationnées dans la Bekaa et des manœuvres militaires que l'État hébreu a entamées pour la première fois en cinq ans, menacé par la formidable armada américaine qui mouille au large du Liban avec 2000 marines et 300 chasseurs-bombardiers, Damas a décidé d'asséner ses derniers coups à Yasser Arafat et les «incorruptibles, les indépendants» de l'Organisation de libération de la Palestine.

Depuis l'invasion israélienne, la Syrie a virtuellement perdu le contrôle de mécanismes politiques vitaux au Liban. Damas n'a jamais accepté ce recul. Fortifiée par l'Union soviétique qui est à la recherche désespérée d'alliés moyen-orientaux, la Syrie a réussi à se réarmer considérablement depuis un an tout en regagnant du terrain politique au Liban grâce à son alliance avec les Druzes de Walid Jumblatt et avec la pluralité chiite du Liban.

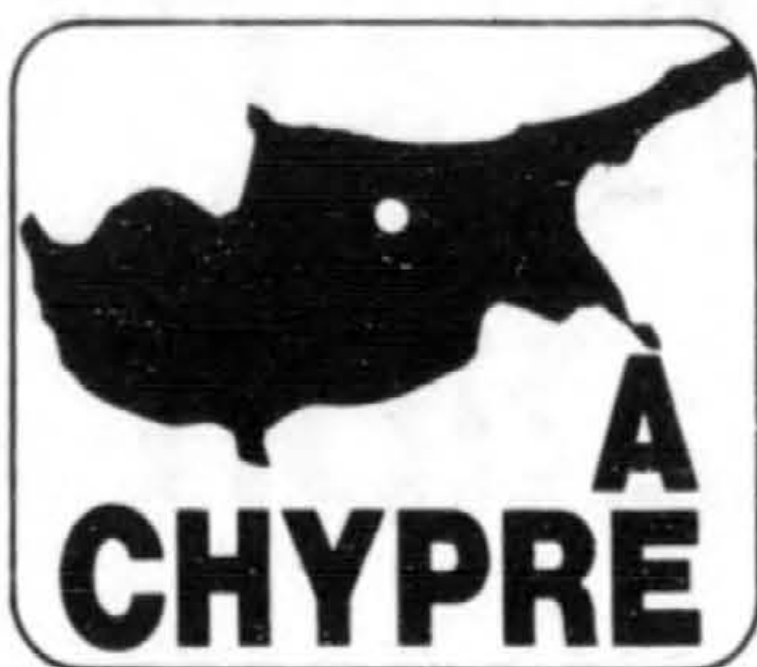
Mais il lui manquait l'OLP et le contrôle d'un fer de lance qui pourrait être décisif dans une guerre d'usure contre Israël: les commandos palestiniens qui sont parmi les plus aguerris de toutes les milices au Moyen-Orient.

Beaucoup d'attention a été accordée au mouvement rebelle au sein de l'OLP, mais la dissidence palestinienne demeure malgré tout encore marginale et la «base» des millions de Palestiniens de la diaspora appuie ouvertement le leadership de Yasser Arafat. C'est ce qui explique que les combats sanglants de Tripoli aient été si activement déclenchés par les forces syriennes et libyennes. Nulle autre

Les émirats du Golfe craignent le rapprochement israélo-américain



Robert Pouliot



raison n'explique également le refus du président Assad de rencontrer, aussitôt son arrivée mardi, une mission d'urgence déléguée à Damas par la Ligue arabe pour mettre fin à l'encerclement des troupes loyales à Arafat. Huit cents civils libanais ont déjà trouvé la mort en l'espace de six jours de combat à Tripoli et dans les environs.

Quoi qu'il advienne de ces forces palestiniennes de résistance à toute volonté de domestication syrienne, cela risque de se retourner tôt ou tard contre le monde arabe et ses pays les plus conservateurs. Le schisme dans les rangs palestiniens ne durera pas. Mais les divisions arabes risquent par contre de s'accroître de plus belle.

Pour l'heure, et c'est ce qui explique la liberté avec laquelle Damas abat ses cartes, la Syrie dé-

tient le gros bout du bâton. Elle constitue en effet le dernier bouclier arabe face à l'État hébreu et les pays du Golfe ne peuvent tout simplement pas en même temps retenir Damas face à l'OLP, tout en l'autorisant à lâcher ses troupes contre Israéliens, Américains, Français et soldats libanais.

Bref les pays du Golfe sont profondément coincés. L'odeur des pétrodollars n'influence tout simplement plus Assad comme il pouvait en être le cas il y a six ou sept ans. Cette fois, il est passé maître du jeu en assumant le leadership incontesté du camp de la confrontation arabe (Syrie, Libye et Sud-Yémen), appuyé par Téhéran aujourd'hui le fournisseur numéro 1 d'or noir à Damas. Ce qui inquiète toutefois les leaders du Conseil de coopération du golfe est la menace d'une intervention conjointe israélo-américaine contre la Syrie. Ils

n'ont pas manqué de constater le rapprochement, remarquable depuis deux semaines, entre Jérusalem et Washington. Pour la première fois depuis décembre 1981, alors que les discussions sur la conclusion de l'accord de coopération stratégique entre les deux pays ont été brusquement interrompues, les deux alliés ont aujourd'hui une seule voix.

Et ceci s'est vérifié par la mission de haut rang dirigée par Lawrence Eagleburger, le numéro trois du Secrétariat d'État américain, qui est resté cinq jours en Israël la semaine dernière, ainsi que par l'annonce de la visite prochaine du premier ministre Shamir et du ministre de la Défense Arens à Washington.

D'une part, les pays du Golfe ne verraient pas d'un mauvais oeil une opération de correction à l'égard de la Syrie, ce qui pourrait

avoir comme effet de pacifier une fois pour toutes le Liban et de rappeler Damas à l'ordre comme un élève que l'on n'ose pas frapper, mais que l'on envoie en pénitence dans le coin de la classe. Toutefois cela ne manquerait pas de susciter une réplique de la part des Soviétiques qui, eux aussi, sont sur la défensive au Moyen-Orient.

Le scénario de pacification du Liban par la force reste un leurre et toute escalade militaire américaine dans la région ne manquerait pas de se répercuter également sur la zone névralgique du golfe pétrolier, l'interminable cancer militaire irano-iraquien.

Et c'est justement ce qui fait craindre le plus le réalignement politique et militaire de Washington en faveur d'Israël. Cela aura pour effet de rapprocher de nouveau l'Iran de Moscou et d'aiguiser davantage la menace perse qui hante tous les rois et émirats de la péninsule arabe. Il y a presque trois semaines, un nouveau complot — important et présumé appuyé par Téhéran — a secoué le petit émirat de Qatar. Cela survient après des tentatives semblables à Bahrein, au Koweït et aussi dans une certaine mesure en Arabie Saoudite.

Pas étonnant qu'il ait été décidé à Qatar d'accélérer les préparatifs d'exercices militaires conjoints que doivent bientôt tenir les forces navales et aériennes des pays du CCG.

La situation devient de plus en plus critique et même le ralentissement des ventes de pétrole au cours des derniers mois n'arrive pas à inquiéter ce chapelet de pays producteurs autant que la question: survivre ou mourir d'étouffement. Syriens, Palestiniens, Libanais et Iraquiens sont dès lors abandonnés à leur sort et le sommet arabe qui devait avoir lieu plus tard cet automne en Arabie Saoudite a été reporté aux calendres grecques.



Les Américains au Moyen-Orient: vers une «leçon» israélo-américaine à la Syrie?

La journée commence tôt à Jucuaran. Dès les premières lueurs du jour, femmes et enfants, cruches de plastique en équilibre sur la tête, vont puiser leur provision d'eau de la journée. Le coq a à peine fini son chant quand le moulin électrique commence à broyer les grains de maïs; les femmes tapoteront la pâte au creux de leurs mains pour en faire de petites galettes rondes, les «tortillas», la base de la nourriture salvadorienne. La bouchère accroche des morceaux de viande à son étal, comme tous les jours un porc vient d'être tué; des odeurs de graisse chaude émanent d'une grande bassine dans laquelle fond le lard.

Il est six heures du matin et la population de Jucuaran vaque tranquillement à ses occupations; elle ne semble pas troublée par le haut-parleur, qui sur la place du village diffuse la première émission de la journée de «Radio Venceremos», une des radios clandestines de la guérilla. Le chant bien connu de tous les révolutionnaires d'Amérique latine «El pueblo unido, jamás será vencido» (le peuple uni ne sera jamais vaincu) annonce le programme. Ce jour-là l'armée américaine vient d'envahir Grenade et la radio accuse Ronald Reagan d'être «un danger pour le monde entier, l'ennemi numéro un de l'humanité.» Habituellement les émissions de «Radio Venceremos» s'écoulent à l'abri des oreilles indiscretes, mais à Jucuaran le son de la radio couvre tous les bruits quotidiens. La guérilla contrôle la ville depuis le 8 septembre dernier, depuis que l'ERP (l'armée révolutionnaire du peuple) a mis en déroute le bataillon Atlacate, une des unités d'élite de l'armée salvadorienne à l'issue de trois jours de combats sur les collines entourant le village.

La prise de Jucuaran fut une des premières étapes d'une offensive lancée par la guérilla le 3 septembre dernier. La campagne s'est développée sur l'ensemble des départements orientaux. En deux mois, la guérilla a occupé plus de 60 localités, sa tactique visant plus à harceler l'armée qu'à établir des positions; la guérilla s'est rarement maintenue plus d'une journée ou deux dans les villes conquises. Mais Jucuaran et toute la partie sud du département d'Usulután font exception; la guérilla semble s'y déplacer en toute liberté et des vols nocturnes d'avions de reconnaissance sont les seuls signes d'une présence sporadique et lointaine de l'armée dans cette zone.

Jucuaran avec ses 1 200 habitants (10 000 pour l'ensemble du canton), à moins de 8 km de l'océan Pacifique, se niche au creux des collines du sud-est du département d'Usulután, dans la partie orientale du Salvador. L'accès y est difficile. La guérilla y a détruit il y a deux ans le seul pont qui reliait la petite ville à la route du littoral, un des principaux axes routiers du pays. Il faut maintenant traverser en barque une petite rivière boueuse en cette fin de saison des pluies.

À Jucuaran, le bâtiment qui abritait la garde nationale, a été transformé en «Comandancia Revolucionaria». Deux drapeaux flottent à son fronton. L'étendard national à bande bleue et blanche portant l'inscription «Dieu, Union, Liberté» et lui faisant pendant un drapeau



Edith Coron



Un village où guérilla et population civile font bon ménage

rouge avec l'étoile blanche et le sigle du Front Farabundo Martí de Libération Nationale (FMLN), l'organisation centrale de groupes de guérilla salvadorienne.

Leonen, 25 ans, un pistolet automatique à la ceinture, est assis derrière un bureau; il coordonne les activités de ses compagnons d'armes et à l'occasion reçoit la population. Leonen, «gouverneur révolutionnaire de Jucuaran», est en contact régulier avec les représentants de l'autorité légale le maire et le juge de paix, qui ont décidé de demeurer à Jucuaran à tout prix. Victor Manuel Tego, le juge de paix, s'en explique: «Si le maire et moi-même étions partis, toute la population serait partie, et c'est important pour eux de rester où ils ont leur maison, leur terre. Ils n'ont nulle part où aller.» Cependant pour le maire comme pour le juge, la situation est délicate: M. Tego doit toujours rendre des comptes à son supérieur hiérarchique, le gouverneur d'Usulután, la capitale régionale. La guérilla l'autorise à s'y délocaliser aussi souvent que nécessaire mais le juge Tego mesure l'ambiguïté de sa position: «Si la guérilla apprend que je me rends à la garnison, que je collabore avec l'armée, je suis en danger, mais si je collabore avec la guérilla je suis en danger par rapport à l'armée. J'ai donc choisi d'être neutre», déclare le juge de paix en déplaçant un pion sur le damier. Son partenaire de jeu, un vieil homme de 75 ans à l'oeil vif, déclare s'accommoder très bien de la présence de la guérilla: «Je suis seul dans ce village. Mais cela me plaît d'être ici. On est tranquille avec les «Muchachos»; avec les autres, l'armée, on ne se sentait pas à

l'aise pour dire la vérité.» Il retourne en riant à sa partie de dames.

Le crépitement des machines à écrire dans le bâtiment voisin indique que la mairie est ouverte. Comme les autres services publics, le téléphone, l'électricité et le courrier, la mairie n'a jamais cessé de fonctionner depuis l'arrivée de la guérilla. Ses employés établissent bien l'identité des extraits de naissance et le maire est à son poste. Jose Mamerto Ramirez, démocrate chrétien, a été nommé maire de Jucuaran en 1980 par la junte du gouvernement de l'époque. «Le travail de la mairie se passe normalement, déclare-t-il. Certains sont partis pour Usulután au moment des combats, mais ils sont revenus à leur travail. La guérilla ne nous empêche pas de travailler. Ils n'ont pas maltraité la population jusqu'à maintenant. J'avais certaines craintes car dans d'autres localités, ils ont brûlé la mairie, le bureau des téléphones et d'autres services publics mais grâce à Dieu, rien de tel ne s'est passé ici.»

Le maire reçoit la visite, en fin de matinée, du «Comandante», c'est-à-dire d'un officier de haut niveau de la BRAZ (brigade Rafael Arce Zablah), une troupe de choc de l'ERP. Cirilo, 28 ans, physique agréable, s'est assis la main sur le canon de son fusil M16. Il tente d'apporter des explications: «Le gouvernement a souhaité à de nombreuses reprises démentir notre présence dans certaines localités. Nous devons donc donner des preuves par la force et la destruction. Dans un cas comme celui de Jucuaran quand la preuve est palpable, à quoi cela servirait-il de détruire des biens matériels qui

sont au service de la population?»

À Jucuaran la présence de la guérilla n'a semble-t-il rien changé à la vie quotidienne. Elle a même apporté certaines améliorations. Tous les samedis, un médecin «révolutionnaire» vient donner des consultations. Il traite essentiellement les enfants qui souffrent de diarrhée et de déshydratation, un problème endémique au Salvador. La population s'accommode de la présence de la guérilla. Birma, une épicière de 47 ans, exprime l'opinion générale: «Ils se comportent bien; ils ne m'achètent pas grand-chose, mais ils payent. Je n'ai pas de problèmes avec eux. J'en connais beaucoup qui étaient avant mes clients, ils viennent me saluer, me parler.»

La population craint de fait surtout le retour éventuel de l'armée; elle a peur d'être prise au piège lors des combats et d'être victime de représailles.

Le département de Usulután figure parmi les futurs objectifs d'un plan de pacification lancé par le gouvernement en juin dernier. Ce plan conçu par les conseillers militaires américains vise à gagner l'appui de la population en effaçant dans une région donnée toute trace de la présence de la guérilla et en organisant en même temps un programme de développement. Les premières tentatives dans le département de San Vicente ne semblent pas avoir été très fructueuses. Cependant, selon un observateur militaire occidental «le plan de pacification sera mis en place à Usulután et la présence de la guérilla dans la région devra être marginalisée sinon éliminée.»

La guérilla semble s'attendre à cette éventualité et a promis à la population de se replier à temps. □

plus

éditeur
Jean Sisto

éditeur adjoint
Réal Pelletier

secrétaire de rédaction
Manon Chevalier

collaborateurs
au Québec

Maurizia Binda
Françoise Côté
Gil Courtemanche
Antoine Désilets
Jean-François Doré
Claire Dutrisc
Jacques Duval
Guy Fournier
Louis Fournier
Pierre Godin
Serge Grenier
Jean Hébert
Dr Gifford Jones
Dr Louise Laliberté
Gérard Lambert
Yves Leclerc
Marie Lessard
Mario Masson
Pol Martin
Simone Piuze
Pierre Racine
André Robert
René Viau

Toronto Patricia Dumas
Calgary Diane Hill
Vancouver Daniel Raunet
New York Trevor Rowe
Salvador Edith Coron
Paris Jean-François Lisée
Rome Jean Lapierre
Chypre Robert Pouliot
Vienne Albert Juneau
Tokyo Huguette Laprise
Taiwan Jules Nadeau

PLUS publie également des reportages exclusifs obtenus de l'Agence France-Presse, de l'agence Inter Presse Service et de Reporters associés.

publicité

générale: Probec5 Ltée
Tél.: Montréal 285-7306
Toronto (416) 967-1814
de détail: La Presse, Ltée
Tél.: (514) 285-6874

Le magazine PLUS est publié par Hebdobec Inc., C.P. 550 Succursale Place d'Armes Montréal H2Y 3H3, monté et imprimé par LA PRESSE, Ltée. Tous droits de reproduction, d'adaptation ou de traduction réservés.

président du conseil d'administration
Roger D. Landry

directeur général
Jean Sisto

responsable des cahiers spéciaux
Manon Chevalier
secrétariat
Manon Beaulieu

Tél.: (514) 285-7319

Caricaturalement, l'histoire du Canada en est une de chemins de fer. Trois ans après la naissance de la Confédération en 1867, Sir John A. MacDonald faisait du transport (et de l'immigration) l'élément premier de la politique nationale. Et 30 ans plus tard, un autre fait d'histoire était trempé dans le fer et dans le roc: l'accord du Nid-de-Corbeau.

Nommé d'après un col des Rocheuses entre Lethbridge, en Alberta, et Nelson, en Colombie-Britannique, l'accord du Nid-de-Corbeau prévoyait que le gouvernement fédéral s'engageait à verser au Canadien Pacifique 11 000 \$ par mille de rail pour la construction d'un chemin de fer entre les deux points mentionnés. En retour, le CP s'engageait à transporter à perpétuité le blé de l'Ouest jusqu'à Thunder Bay, Ontario, point d'exportation.

Il s'agissait pour le gouvernement central de développer les régions minières chargées de promesses au sud de la Colombie-Britannique et d'intégrer les diverses régions du Canada à l'économie du pays. Une fois l'Est et l'Ouest reliés par les communications et l'économie, le gouvernement fédéral pouvait espérer se structurer politiquement.

Les tarifs du Nid-de-Corbeau n'ont été modifiés légèrement qu'une fois en 1922. D'où la nécessité, sous les pressions de l'heure, celles du marché domestique et de l'exportation, de les réviser en profondeur.

Aux producteurs...

En février 1982, harcelé par les conservateurs, le gouvernement Trudeau commande une étude à l'économiste des Prairies, J. G. Gilson, qui a consulté quelques groupes représentant les fermiers et les représentants des deux compagnies de chemins de fer: CN et CP.

Le professeur Gilson remet son rapport en juin 82, qui dit en substance que la Commission canadienne du blé prévoyant des niveaux record d'exportation: 30 millions de tonnes en 1985 et 36 millions de tonnes en 1990, il faut que ces céréales soient transportées efficacement et rapidement jusqu'aux ports et donc que les réseaux ferroviaires soient améliorés.

Le professeur Gilson formule une recommandation centrale: que, désormais, le gouvernement fédéral verse les subventions prévues par l'accord du Nid-de-Corbeau non plus aux compagnies de chemins de fer, mais plutôt aux producteurs, contrairement à la tradition législative.

En réaction à ces propositions que fait siennes le ministre des Transports Jean-Luc Pépin, qui voulait faire adopter une nouvelle loi à ce sujet à toute vapeur, se forme la Coalition pour la survie de l'agro-alimentaire au Québec, regroupant tous les organismes du monde agricole et para-agricole avec, au centre, l'Union des producteurs agricoles (UPA), appuyée par le ministère de l'Agriculture de Jean Garon, le ministère des Transports du Québec et l'opposition officielle libérale! Jamais a-t-on vu au Québec la création d'un front commun élargi si puissant — en tout cas à partir du monde de l'agriculture. La Coalition veut s'assurer que la politique adoptée par le gouvernement fé-

NID-DE-CORBEAU

Un oiseau qui a bien du mal à faire son nid!



Réal Ouimet

déral n'aura pas pour effet de modifier l'équilibre compétitif au sein de l'industrie de l'élevage au Canada.

Pendant plusieurs mois, la Coalition a mené un action articulée et soutenue. Sous ces pressions, 23 députés libéraux fédéraux du Québec, de peur de perdre leurs sièges aux prochaines élections, en ont saisi particulièrement Marc Lalonde et Jean Chrétien, puis tout le caucus. Devant leur insuccès, ils ont décidé de faire une guerre de palais là-dessus, menaçant de démissionner. Ils ont à ce point ébranlé le parti au pouvoir que le premier ministre Trudeau a été amené personnellement à ordonner à Jean-Luc Pépin de refaire ses devoirs à la lumière des revendications du Québec, château-fort libéral. Le Québec qui n'a pas été consulté par le professeur Gilson et qui préconise le versement des subventions aux compagnies de chemins de fer, de manière à ne pas perturber le marché domestique et à minimiser les inégalités économiques entre les producteurs de l'Ouest et ceux de l'Est.

...au rail!

En mars 1983, le ministre Pépin est forcé de renier sa position centrale inspirée par Gilson (subventions aux producteurs) et de présenter le projet de loi C-155, lequel prône l'octroi des subventions gouvernementales aux compagnies de chemins de fer!

L'Ouest est lui-même extraordinairement divisé sur la question. Les positions divergent selon qu'on se trouve en Alberta, au Manitoba, en Saskatchewan ou en Colombie-Britannique, mais la plupart des mémoires présentés dans les Prairies sont manifestement contre le projet de loi C-155, avec, cependant, une infinité de nuances; la Colombie-Britannique est pour — en gros. Globalement pourtant, les Prairies estiment avoir été torpillées par le Québec et les députés libéraux fédéraux

du Québec — membres du comité parlementaire des Communes — ont été plutôt mal accueillis, tout comme le ministre Pépin. En Saskatchewan, le comité parlementaire des Communes a carrément été invité à retourner à Ottawa. D'obédience néo-démocrate, la National Farmer's Union (NFU) s'indigne: «Le projet C-155 offre trop peu aux fermiers — aux prises avec les difficultés économiques en cours — et trop pour améliorer la situation financière des compagnies de chemins de fer.» Adopté tel quel, ce projet de loi, estime la NFU, condamnera les Canadiens à payer à perpétuité aux deux compagnies de chemins de fer (CN et CP) \$651 millions par année et, plus grave encore, il pourrait détruire l'unité du Canada, créer des divisions plus profondes encore et de violentes secousses dans l'économie («économique violence»).

La Saskatchewan, qui produit 60% de l'ensemble du blé canadien, se trouve pénalisée par la situation — au chapitre des coûts reliés au transport. En d'autres termes, elle est loin des grands ports de Vancouver et de Thunder Bay, autre point d'exportation. Conséquemment, il lui en coûte plus cher d'y transporter son blé. Ses producteurs en «ont plein le dos». Ils sont en colère. La Saskatchewan Association Rural Municipalities (SARM) prétend que, si le projet C-155 est adopté sans modifications profondes, les fermes familiales et les municipalités rurales de la province vont carrément disparaître.

Les coopératives de l'Ouest

Parmi la mosaïque des positions prises dans les Prairies, il se dégage certaines lignes de force, celles des «pools», l'équivalent de nos coopératives québécoises. Appuyant avec certaines réserves le projet C-155 sur le transport des céréales, l'Alberta Wheat Pool, le

Manitoba Pool Elevators et le Saskatchewan Wheat Pool, qui représentent 135,000 producteurs, demandent au gouvernement du Canada de veiller à l'amélioration de la capacité ferroviaire et de prévoir des mécanismes garantissant la performance et l'expansion des réseaux de chemins de fer. De l'avis des «pools», le projet C-155 manque de dents à l'égard des compagnies de chemins de fer.

Naturellement, le CN et CP Rail recommandent l'adoption du projet C-155 sans modifications significatives, particulièrement le CP, puissante multinationale dont les représentants ont fait du lobbying à Ottawa en ce sens.

Une autre multinationale, d'origine américaine celle-là, Cargill, parvient à influencer le réseau commercial du Canada. Cargill constitue la plus imposante compagnie privée établie principalement aux États-Unis. Elle achète et vend plus de céréales que toute autre compagnie ou que tout gouvernement dans le monde entier, exception faite peut-être de la Russie. Elle fonctionne dans 43 pays, soit du monde industrialisé, soit du Tiers-monde. Et, depuis quelques années, diversifie les produits qu'elle exporte (charbon, potasse, etc.).

Au Canada, où pourtant la Commission canadienne du blé (agence gouvernementale) contrôle tout le commerce et le marketing des céréales, du moins sur papier, Cargill a acheté 200 élévateurs à grains en 1974 seulement. Au Canada, Cargill accapare une part croissante de la manutention des produits céréaliers et prône des changements en sa faveur dans le système du marketing.

La situation est grave, affirme M. Roy Atkinson, membre de la NFU, délégué de la Saskatchewan Wheat Pool, conseiller à la Commission canadienne du blé et ancien membre du Conseil économique du Canada. Par son influence

omniprésente, Cargill tente — ce qu'elle réussit dans une bonne mesure — d'imposer ses vues, son contrôle partiel en fait, au Canada. Plus encore, dit M. Atkinson: «On assiste présentement à un combat pour le contrôle dans le monde de l'énergie de base: la nourriture (céréales), puis pour celui du pétrole, du gaz et du charbon — suivant les objectifs de la big business internationale et selon ses intérêts défendus farouchement aux États-Unis et en Europe.» On pénalise donc les producteurs — et les consommateurs — par l'établissement à Ottawa d'une politique énergétique et par l'institutionnalisation de taux de transport croissants qui garantissent de plus forts revenus encore aux compagnies de chemins de fer. Dans ce dossier, les Canadiens sont manipulés économiquement et politiquement, explique Atkinson, le gouvernement fédéral disant une chose dans l'Ouest et une autre dans l'Est, avec la complicité de la finance internationale, au détriment de l'économie canadienne.

Un grand absent dans le dossier: l'Ontario, qui n'a pas jugé opportun de présenter de mémoire au comité parlementaire des Communes. L'Ontario qui, autour de Thunder Bay, point d'exportation stratégique, attend patiemment les retombées intéressantes pouvant découler du débat passionné en cours et de l'adoption du projet de loi C-155, la construction de plus de 100 locomotives.

Départ de Pépin

La situation se dégradant, le Québec s'élevant d'abord avec force contre les propositions Gilson, puis l'Ouest s'en prenant avec virulence au projet de loi C-155 et au ministre Pépin, le premier ministre M. Trudeau a remplacé Pépin par l'ambitieux ministre de Winnipeg, Lloyd Axworthy, geste évidemment apprécié dans l'Ouest, où le parti libéral brille par son absence de Winnipeg à Vancouver. Malgré cette nomination, les Prairies restent sur leur faim. Sur une faim entragée. Et ce, alors même que le Québec semble loin d'être comblé par l'opération replâtrage qui a donné naissance au projet C-155, comme en fait foi la déposition de la Coalition pour la survie de l'agro-alimentaire au Québec, Coalition qui n'accepte pas le projet «les yeux fermés». Ainsi, le gouvernement Trudeau paraît coincé entre les Prairies en colère (Axworthy défendant les principes du projet Pépin, version C-155) et un Québec relativement insatisfait. Avec, à côté, un Ontario silencieux et intéressé au double plan économique et politique.

La réaction du nouveau chef progressiste-conservateur, Brian Mulroney? Prudence, puis silence. Sa seule position officielle, il l'a fait connaître au début de l'été à un des membres du comité parlementaire, Gaston Gourd, dans une lettre qui dit: «Je suis solidaire de mon parti, qui préconise la formule «FREEDOM OF CHOICE», selon laquelle les subventions gouvernementales pour le transport des céréales vont aux producteurs ou aux compagnies de chemins de fer, au choix des producteurs.»

Le gouvernement Trudeau juge essentielle cette pièce législative, au point qu'il attend son adoption pour proroger, après plus de trois années et demie, la plus longue session de l'histoire parlementaire au Canada.

SCIENCE ET LOISIRS

Le cherche- étoiles

La semaine dernière, nous vous avons présenté quelques constellations et tenté de susciter chez vous le désir de les observer. Le but de la chronique de cette semaine est de vous en donner les moyens. Il est certain que pour observer les étoiles, il faut d'abord pouvoir s'orienter dans le ciel nocturne. Le cherche-étoiles est l'outil idéal pour y arriver. Voyons ensemble de quoi il s'agit.

Le cherche-étoiles est composé de deux disques qui sont superposés. L'un des disques est une carte du ciel (la figure 1 en est une reproduction à très petite échelle). On retrouve sur ce disque toutes les constellations et les étoiles les plus brillantes de l'hémisphère nord. Les jours et les mois de l'année sont indiqués sur le pourtour du disque, alors que les heures du jour et de la nuit le sont sur l'autre disque. La figure 2 représente cet autre disque où l'on retrouve les quatre points cardinaux indiqués autour de la forme ovale.

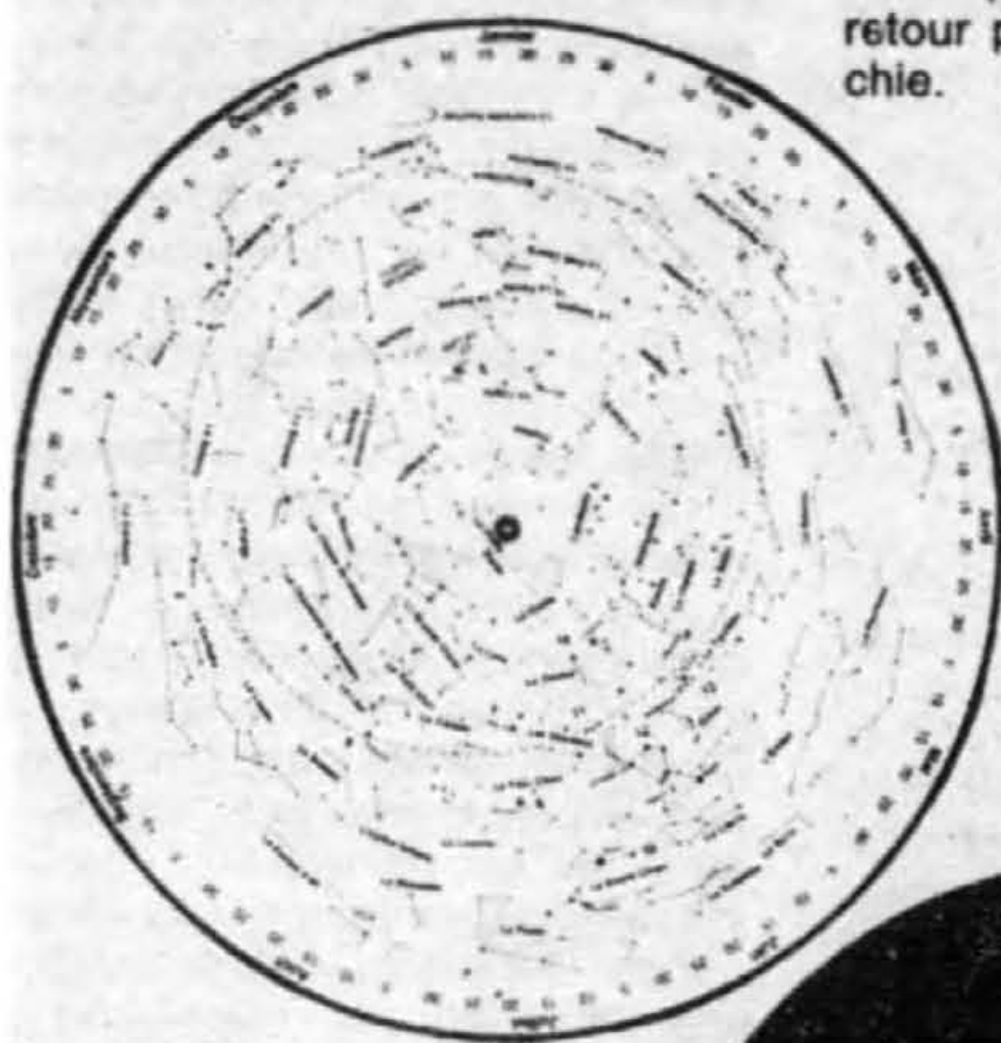


Figure 1

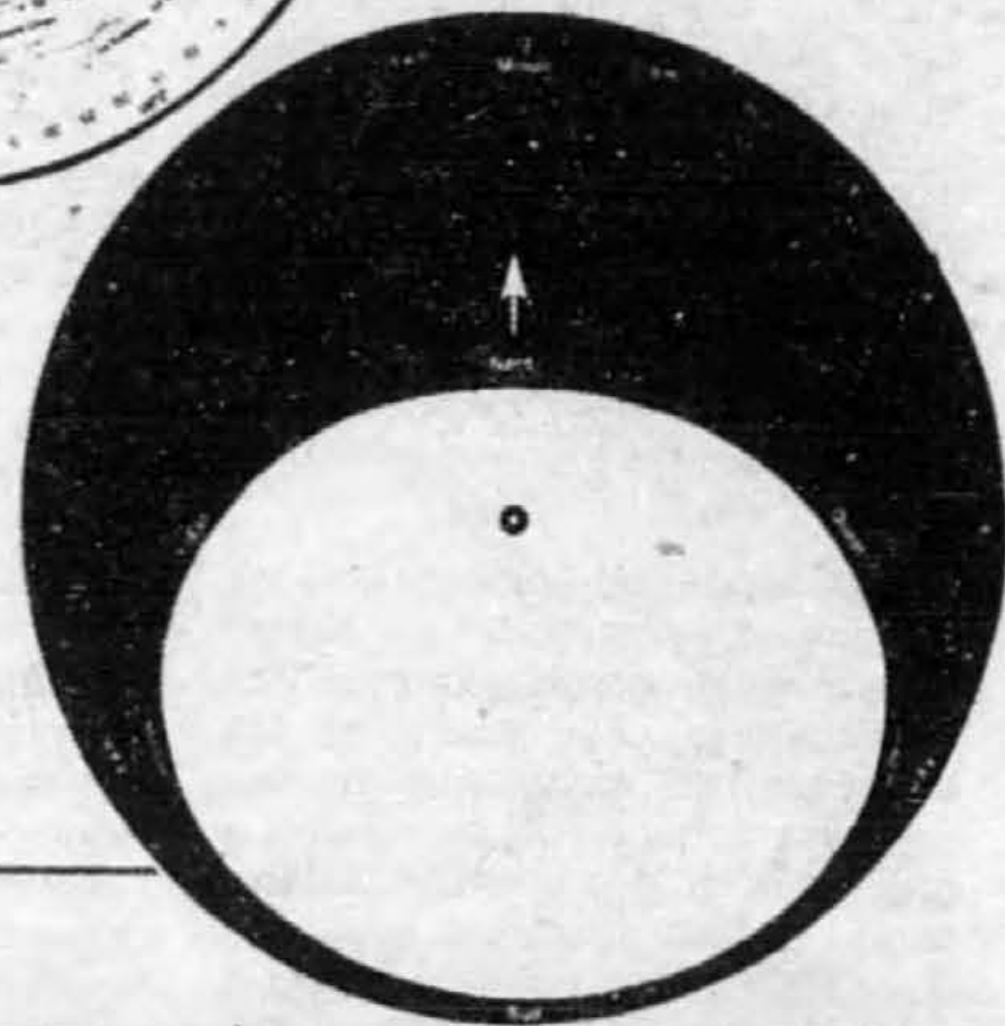


Figure 2

Si vous avez des commentaires ou des suggestions à nous faire parvenir, ou si vous rencontrez des difficultés, écrivez-nous à l'adresse suivante: Technica Ltée, C.P. 337, Succursale de Lorimier, Montréal (Québec), Canada H2H 2N7.

Les lettres qui demandent une réponse devront être accompagnées d'une enveloppe adressée et affranchie.

Les expériences contenues dans cette chronique sont tirées et adaptées de deux recueils d'activités scientifiques: «Au bout de la science» et «Comme l'oeuf de Christophe Colomb», édités par Technica Ltée. (c. 1982 et 1983). Coordination: Pierre Brissette et Santo Tringali.

sembler le cherche-étoiles, on doit d'abord découper la forme ovale du deuxième disque. Lorsque l'on pose ce disque sur la carte du ciel, le trou de forme ovale représente le champ de vision de l'observateur à un moment précis. Par exemple, s'il est 21:00 h le 30 mars, on fait coïncider les deux disques, c'est-à-dire le jour sur la carte du ciel avec l'heure sur l'aure disque. Les étoiles qui apparaissent à l'intérieur du trou de forme ovale sont celles que vous pouvez observer dans le ciel à cette date et à cette heure.

Pour identifier les étoiles que vous observez dans le ciel, placez le cherche-étoiles au-dessus de votre tête, et tournez-le jusqu'à ce que le point indiqué sud soit orienté dans la direction sud. Vous voyez une étoile particulièrement brillante et qui vous intéresse? Vous n'avez qu'à la localiser sur le cherche-étoiles et vous pouvez l'identifier.

La société scientifique Technica Ltée se fera un plaisir de faire parvenir à ceux qui en font la demande, tout le matériel et les indications nécessaires à la fabrication du cherche-étoiles. Cette demande devra cependant nous parvenir accompagnée d'une enveloppe de retour pré-adressée et pré-affranchie.

Beaucoup de neuf, rien de nouveau



Yves Leclerc

DEMAIN
L'AN 2000

En Europe comme ici, le monde de l'informatique et des télécommunications ne semble pas même savoir qu'il y a des crises et des récessions économiques: alors que la France traverse une de ses pires périodes depuis la guerre, le SICOB (Salon de l'informatique et du bureau) au Palais de la Défense à Paris à la fin de septembre regorgeait comme à l'accoutumée de stands, d'exposants et de visiteurs-acheteurs pour lesquels la rareté de l'argent ne paraissait aucunement un problème.

L'exposition, qui dure dix jours, est en quelque sorte l'équivalent de notre «Salon du bureau»... mais à une tout autre échelle: elle occupe une surface de plancher de vingt à trente fois supérieure, et attire cinquante fois plus de monde, de toutes les régions non seulement de France, mais d'Europe, d'Afrique, du Moyen-Orient et de tous les autres coins de la planète.

Elle se divise en trois sections d'inégale importance: le SICOB proprement dit, qui occupe la totalité de l'édifice principal de six étages (le seul bottin des exposants fait 730 pages!); le SICOB-OEM, réservé aux circuits périphériques et accessoires à être intégrés dans des produits finis; et le SICOB-boutique, domaine propre de la micro-informatique, qui à deux se partagent des immeubles secondaires.

Le SICOB principal est, la plupart du temps, réservé aux visiteurs; le grand public n'y est admis que pendant les trois jours derniers. Le SICOB-OEM est entièrement réservé aux professionnels (même les journalistes n'y ont pas accès facilement); et le SICOB-boutique est ouvert à tous.

L'invasion des micros

Quoi de neuf, cette année, au SICOB? L'invasion de l'exposition principale par les micro-ordinateurs de toutes formes, toutes couleurs, toutes configurations. De plus en plus, comme en Amérique du Nord (mais avec un léger retard), ils sont omniprésents, et dans une multitude de rôles.

Tout d'abord, les plus puissants font maintenant la lutte aux mini-ordinateurs traditionnels dans la chasse gardée de ceux-ci: la gestion des petites et moyennes entreprises, et les applications «spécialisées» (imprimerie, inventaire, dessin assisté, etc.). De plus en plus, ils sont dotés de «disques durs» capables de stocker des

quantités énormes d'information et de les traiter très rapidement; un nombre croissant est équipé pour desservir non seulement un, mais deux, quatre, seize, jusqu'à 32 utilisateurs en même temps.

Deuxièmement, dans la section traitement de texte et bureautique, pour une machine spécialisée, on compte maintenant quatre ou cinq micros qui se prétendent capables de faire le même travail... et d'accomplir bien d'autres fonctions en prime. De toute façon, les plus récents des «traiteurs de texte» deviennent aussi polyvalents (notamment dans le domaine du classement et de la consultation des données) et la frontière entre les deux catégories est devenue fort imprécise.

Enfin, il existe toute une catégorie de tâches pour lesquelles les micros sont sans rival. C'est le cas pour une foule de travaux qui exigent beaucoup de traitement mais peu de mémoire, et en particulier pour toutes les applications qui demandent la portabilité. Il est bien possible que les deux ou trois prochaines années soient celles de l'ordinateur portatif (malgré l'échec récent d'Osborne, le créateur de ce type de machines).

Du côté du SICOB-boutique, on remarque avec quelques mois de retard la prédominance prise par l'ordinateur personnel d'IBM dans tout ce qui est travail «sérieux», et même de plus en plus dans le domaine des jeux et loisirs. Souvent, là où l'an dernier il y avait un Apple II, on trouve maintenant un IBM-PC. Dans le bas de gamme, c'est au contraire le triomphe des Britanniques: pour un Vic-20 de

Commodore, on voit cinq Oric (introuvable en Amérique) ou Sinclair ZX-81 ou Spectrum (diffusés ici par Timex). Plus un Japonais très original, dont j'aurai à reparler, le Canon X-07.

Les grands absents

Ce qui précède à évidemment donné naissance à une foule de produits neufs, qui prétaient au SICOB un air d'innovation... ce qui hélas ne correspondait pas à la réalité. Car parmi tous ces produits neufs, il n'y avait rien de bien nouveau. Essentiellement des machines qui font ce que faisaient déjà d'autres machines, plus vite, mieux ou pour moins cher.

Par exemple, il faut mettre dans la liste des grands absents les trois catégories de produits les plus attendus: réseaux de communications inter-ordinateurs, mémoires optiques, et systèmes à plusieurs processeurs.

Pour ces derniers, on a vu plusieurs annonces, et plusieurs copies des précurseurs (notamment Tandem, l'inventeur de l'ordinateur «jumeau siamois»), mais rien de vraiment innovateur... quoique la quasi totalité des fabricants affirment dans leur publicité que «c'est la voie de l'avenir», et annoncent des systèmes de ce type pour bientôt.

Quant aux réseaux locaux, on en parle beaucoup aussi, mais on en voit peu, sauf du type le plus simple et le plus classique. La section du SICOB portant sur les «communications informatiques» est remplie de standards téléphoniques, de fils et de prises, non pas de réseaux complets en état de marche.

Enfin, pendant toute la première semaine de l'exposition le bruit a couru que serait dévoilé le premier système de disque numérique optique multipliant par dix ou par cent la capacité de mémoire «on line» des ordinateurs. Ça ne s'est jamais matérialisé. Ironie du sort, deux jours avant mon départ de Montréal pour le SICOB, j'avais reçu un communiqué de STC qui annonçait précisément ce type de produit... mais à un prix de 100,000 \$ et plus!

En résumé, malgré l'intérêt de plusieurs des produits présentés à Paris, ce n'est pas du côté du SICOB qu'il faut regarder cette année si l'on veut avoir une bonne idée de l'avenir de la bureautique et de l'informatique grand public... ou alors, cet avenir n'a rien de bien affriolant. □



Guy Fournier

POUR RIRE

Priez pour moi!

Département des canonisations,
Archevêché,
Montréal.

Très cher département,

J'ai lu dans LA PRESSE du 29 octobre qu'en cette année sainte de la Rédemption, votre saint siège social de Rome s'apprête à ajouter le nom de plusieurs personnes sur la liste des saints et qu'on mettra l'accent sur la canonisation des saints du tiers monde afin que les catholiques d'Asie et d'Afrique aient des modèles de vertus à imiter. À ce sujet, ne serait-il pas bon de souligner à vos boss de Rome que le Québec souffre actuellement d'un grave manque de modèles. Ti-Guy Lafleur traîne de la patte (il a même tué un chevreuil en temps défendu), la popularité de René Lévesque est à son plus bas, Jacques Villeneuve est toujours à pied et le p'tit Simard est rendu presque à six pieds. Il y a toujours Céline Dion, mais elle a la voix tellement nasillard que qu'il y a peu près juste moi capable de l'imiter.

Si je vous écris aujourd'hui, c'est que le même article ajoutait que votre saint siège social s'efforcerait dans toute la mesure du possible de promouvoir la cause de béatification des gens mariés. Voilà une excellente initiative dont je profite sur le champ pour poser ma candidature et mettre ainsi un pied, si je puis dire, dans la porte céleste et les doigts entre les pages de votre saint catalogue.

L'humilité dont souffre forcément un saint m'empêche de prétendre que je suis un être exceptionnel, mais je crois en toute modestie réunir la plupart des vertus qui ont déjà fait avancer la cause de certains de nos plus sérieux aspirants québécois. En plus, je suis marié, ce qui devrait me donner une longueur d'avance puisque ça correspond à la plus récente exigence de vos saints collègues d'outremer. J'ai éliminé intentionnellement tous les immigrés français qui ont profité de leur séjour ici pour se bâtir une réputation de sainteté alors qu'ils n'avaient aucune concurrence. Les Marie de l'Incarnation ou les Marguerite Bourgeois n'ont pas eu de mérite à passer pour de bonnes professeurs, personne ne savait lire ou écrire. J'aurais aimé les voir de nos jours se débattre avec les normes du ministère de l'Éducation et

les conventions collectives de l'Alliance des professeurs. Elles auraient été mises en disponibilité et peut-être même suspendues du syndicat. Le père Jogue, le père Lallemand ou le père Brébeuf sont plus méritoires qu'elles, mais s'il fallait canoniser tous ceux qui périssent dans des incendies, il manquerait de place dans votre catalogue. De toute façon, s'ils se mélaient aujourd'hui de convertir les sauvages, ils auraient sur le dos Max Gros-Louis, Alanis O'Bomsawin, Jean-Paul Nolet et le ministère des Affaires indiennes et je ne suis pas sûr qu'ils ne finiraient pas de la même manière qu'il y a trois siècles.

Pour les besoins de ma cause, j'ai donc décidé de limiter les comparaisons à deux Québécois pure laine à qui il ne manque plus que quelques miracles pour avoir leur statue dans nos églises: Mère Marie-Rose et le frère André et à une Iroquoise, ce qui démontre bien ma largeur d'esprit.

Sans doute parce que j'ai commencé mon cours chez les Soeurs des Saints-Noms de Jésus et de Marie j'ai beaucoup en commun avec leur fondatrice. Comme elle, je suis très bon pour éteindre les feux. J'ai déjà sauvé ma famille d'une mort certaine en empêchant ma femme de jeter une chaudière d'eau sur l'huile qui prit feu dans le chaudron à frites. Je lui ai interdit de faire des frites et j'ai même poussé l'abnégation jusqu'à me contenter de frites congelées McCain.

Quant au frère André, il a passé sa vie à ouvrir des portes. Eh! bien, moi aussi, à cette différence près que le bon frère André ouvrait la porte à toute sorte de monde, tandis que moi, je l'ouvre à ma femme depuis un quart de siècle. Et elle m'engueule si j'ai le malheur de l'oublier, ce que jamais les clients de l'oratoire ne se sont permis avec le frère André.

D'après la biographie que j'ai lue de Katerie Tekakwitha, cette orpheline iroquoise a dit non quatre fois et, comme elle l'avait toujours souhaité, elle est morte vierge. Bien cher département, depuis 25 ans, je ne compte plus le nombre de fois où ma femme a dit non même si elle n'est pas vierge. Et elle vit toujours. Aie-je besoin d'une autre preuve de ma sainteté?

Le ski de randonnée: préparez-vous tout de suite

Saviez-vous que l'origine du ski remonte à 6000 ans? À cette époque, dit l'excellente brochure écrite par Daniel Gauvreau, les peuples scandinaves vivaient dans des régions lacustres où les déplacements, même en été, étaient rendus difficiles par la présence de nombreux marécages et d'un sol qui ne pouvait supporter le poids des gens. On se mit à fixer sous le pied des branches d'arbres afin de ne pas enfoncer dans la vase.

Si pendant des milliers d'années, le ski n'a été qu'un objet utilitaire, c'est au début du XIXe siècle que le ski a commencé à être considéré comme un sport. Et quel sport! Un sport devenu exploité pour certains qui, en dieu du ski, volent, pirouettent, dansent sur les pentes enneigées transformées en véritable piste de spectacle.

Mais à côté de l'exploit, reste l'ivresse des descentes. Une ivresse qu'il faut cependant payer. Cela coûte cher aujourd'hui, non seulement pour pratiquer le ski alpin et se payer un équipement de plus en plus sophistiqué. À un point tel que plusieurs ont renoncé depuis quelques années et s'adonnent plutôt au ski de randonnée qui, après un déclin faisant croire à sa disparition possible, revient en force au début des années 70.

Environ 1/2 million d'adeptes du ski de randonnée pratiquent ce sport sur le territoire québécois. Daniel Mathieu, secrétaire technique de la Fédération Québécoise de la Montagne, explique que cet engouement est dû au fait que les Québécois recherchent de plus en plus le calme de la nature pour pallier au stress.

«Le ski de randonnée constitue un exercice complet adapté au rythme de chacun, dit-il. En effet, des gens dans la soixantaine prennent grand plaisir à glisser lentement sur la neige, au même titre que les tout-petits, les personnes à faible constitution ou les obèses.

«Mais attention, dit Daniel Mathieu, il est important qu'on se prépare adéquatement à une saison de ski de randonnée. À cet effet, on aura soin de marcher sur de longues distances, souvent en montagne, de courir aussi et de faire des mouvements de bras — on néglige souvent cette partie du corps qui travaille beaucoup lors de randonnées en ski.»

De son côté, Denis Delorme, de la revue «Expédition», affirme que le ski de randonnée (qu'on a l'habitude d'appeler faussement «ski de fond», lequel désigne plutôt une haute performance sur des pistes aménagées mécaniquement) nécessite une «telle dépense d'énergie et met en oeuvre un si grand nombre de muscles et de mouvements qu'une bonne préparation physique pré-saison s'avère indispensable.» Bien entendu, nul



Simone Piuze

PLEIN AIR

n'est tenu à battre des records d'endurance!

Une personne qui aura marché et couru en montagne — sur le Mont-Royal, ou à Saint-Bruno, par exemple — qui s'alimente bien et qui, chaque jour, s'oxygène adéquatement, pratique régulièrement le vélo ou la simple randonnée pédestre-longue-distance sera en excellente forme lorsqu'elle chassera ses bottines de ski.

L'initiateur en ski de randonnée Jean-François Thuot, de la Base de plein air La Cabouse, suggère cependant aux débutants d'y aller progressivement... La première randonnée ne devra pas être trop longue, dit-il. Autrement le néophyte risque de se décourager.

Il est également essentiel que le débutant ne s'aventure pas sur des pistes pour intermédiaires ou experts, mais bien sur les faciles, sans pentes abruptes ou virages «déboissolants». De toute façon, la plupart des pistes entretenues (elles devraient toutes l'être d'ailleurs) comportent des symboles bien précis qui les définissent. Ainsi le cercle veut dire «facile», un carré «intermédiaire» et un losange «expert».

Un débutant risque de se casser une jambe ou de se blesser s'il n'est pas prudent. En effet, les pistes pour experts comportent des pentes qui donnent le frisson à celui qui n'en est qu'à ses débuts! Descendre sur les fesses n'est pas une solution non plus, puisque vous «brouillez» alors la piste qui pourrait devenir dangereuse même pour les personnes plus avancées!

Il est à conseiller de toujours être accompagné d'une autre personne lorsqu'on part en randonnée. Et cela, même si l'on est excellent skieur. Un accident peut arriver à n'importe qui.

Autre conseil à ne pas négliger: toujours apporter avec soi un sac à dos dans lequel on aura pris soin d'y déposer la spatule miracle — c'est-à-dire ce «bout» de ski qui s'ajuste à un ski brisé — un chandail, un fruit ou un sandwich, ainsi que des papiers-mouchoirs — n'oublions pas que les feuilles des arbres sont absentes en hiver! — et votre cire à skis. Cette cire à skis indispensable à tout skieur afin qu'il puisse glisser agréablement sur la piste.

Jean-François Thuot suggère aux débutants d'acheter les farts universels pour «neige sèche» ou «mouillée», c'est-à-dire un fart dur pour une température au-dessus de 0C, lorsque la neige est sèche, et un fart mou pour une température au-dessus de 0C, lorsque la neige est mouillée.

Côté chaussures, choisissez-les en cuir traité au chrome. Il faut éviter la cuirette qui, bien que très économique, a tendance à craquer et à fendre au froid. Et une semelle moulée en matière synthétique plus imperméable et antidérapante que celle en cuir.

Quant aux pistes, elles sont nombreuses. Vous avez le choix entre celles du Mont-Royal, du parc Saint-Bruno, de Saint-Donat, du Mont-Tremblant (excellentes), de la région de Charlevoix (des petits bijoux), de Longueuil (Auchemin-du-Lac) ainsi que plusieurs autres, incluant celles aménagées dans les clubs de golf.

«Hélas, dit Ronald Dalbec, instructeur de ski de randonnée, on est loin d'avoir les pistes de l'Europe, celles de l'Ouest canadien ou des États-Unis (Stow: une merveille!) Ici, les courbes sont parfois mal dessinées — la piste située entre Mont-Rolland et Piedmont en est un exemple — et ne sont pas à sens unique.

Toute bonne piste devrait être double, afin de permettre aux personnes de pouvoir dépasser les autres lorsque le besoin s'en fait sentir, et à sens unique non seulement pour faciliter l'entretien, mais aussi pour éviter les «rencontres» de skieurs qui, eux, reviennent de leur randonnée! Les pistes du Québec sont souvent mal entretenues et on doit se pencher pour ne pas être fouetté au visage par les branches des arbres.

Dernier conseil aux débutants: évitez de faire du ski de randonnée dans les champs où le vent risque d'être trop fort. L'idéal: terrains valonneux avec des passages en sous-bois.

Bonnes randonnées!

De l'aspirine contre les thromboses

J'ai bel et bien sommé ma femme: suffit avec le rôti de porc et les patates jaunes! Sans quoi, j'engage une cuisinière. De préférence jeune, au courant de la nutrition moderne, et qui me serve par conséquent des champignons chinois noirs, du poisson de mer frais, ainsi que des mets épicés au gingembre, à l'ail et à l'oignon. Qui plus est, en tant que femme bien avisée, elle dissolva une petite aspirine dans mon bol de soupe quotidien. Mon épouse me tourna un oeil noir sous-entendant qu'elle souhaitait que le rôti de porc fût arsenic!

Au fond des casseroles, il faudrait graver: les crises cardiaques tuent presque un million de nos compatriotes à chaque année. De l'avis du Dr Hammerschmidt, sommité mondiale en hématologie, cet hécatombe est imputable aux plaquettes du sang, responsables de la formation des caillots dans les artères coronaires. Petites, les plaquettes tiendraient à un milliard

dans une cuillère à thé. Si petites que quarante ans après leur découverte, on les croyait encore être des débris de la fragmentation d'autres cellules. On a démasqué depuis leur rôle de vie ou de mort.

Elles provoquent l'athérosclérose

Lorsqu'en bonne santé, elles sont bien «huilées» et glissent facilement le long des parois des artères. Comparables à une équipe d'ambulanciers, elles accourent sur les lieux de tout accident. Ainsi, si l'on se coupe un doigt en épluchant les patates, les plaquettes volent au secours du vaisseau rupturé. En quelques minutes, elles s'agglutinent l'une à l'autre pour colmater la blessure. Autre mesure d'urgence: elles libèrent de la sérotonine et du thromboxane A, éléments vaso-constricteurs, qui stoppent l'hémorragie. Pour peu que leur nombre diminue, de larges «bleus» surgissent au moindre petit choc, ou le nez sai-

gne sans raison apparente. Du sang dans les urines ou la mort subite par hémorragie massive interne sont autant de complications à redouter.

Jadis, aux temps où l'Homme combattait le tigre corps à corps, la survie de chacun dépendait de la capacité d'agglutination de ses plaquettes. Aujourd'hui, il est peu probable d'être poursuivi et mordu par une bête féroce. Notre environnement nous pousse plutôt vers des habitudes de sédentarisme. Et ce mode de vie malsain favorise l'apparition de maladies comme l'obésité, le diabète ainsi que l'hypertension, cause primordiale de l'athérosclérose. Selon le Dr Hammerschmidt, ce sont les longues heures d'affalement devant le téléviseur, le manque d'exercice, l'usage du tabac, mais aussi, conclut-il, une alimentation déséquilibrée, qui abâtardissent les plaquettes du sang, qui à leur tour fomentent l'athérosclérose. Toutes les études démontrent que les plaquettes dégénérées sont



Dr Gifford Jones

source de durcissement cicatriciel des parois artérielles.

Une nouvelle découverte contre le cholestérol

Dans la poursuite de mon plaidoyer en faveur de plaquettes tonifiées et bien huilées comme moyen de prévention des thromboses coronaires, j'ai cité à ma femme l'exemple des Esquimaux du Groënland. «Peu ou pas de crises cardiaques chez eux», lui dis-je. «Ce sont les Dr Dryberg et Bang qui l'affirment». Observation paradoxale puisque d'une part cette population est reconnue pour manger d'énormes quantités de graisses saturées provenant des sous-produits de la baleine, et que d'autre part, tous les spécialistes relient l'incidence des maladies coronariennes à la consommation de gras animal. Une explication s'impose. En effet, le régime des Esquimaux se compose également d'une bonne proportion de poissons de mer, riches en E.P.A., substance apte à lubrifier les pla-

SE SOIGNER

quettes sanguines. Une compagnie de produits pharmaceutiques commercialise actuellement du E.P.A., tiré d'huile de poisson, mais il est encore trop tôt pour connaître son efficacité à lutter contre le cholestérol.

Pour revenir à Hammerschmidt, il assure que les champignons chinois noirs, le vinaigre, l'ail et l'oignon confèrent vigueur et santé aux plaquettes. Mais à l'aspirine revient la palme; l'aspirine empêche les plaquettes de s'agglutiner pendant les dix jours de leur existence. Du reste, quelques maquereaux, morues et saumons dans l'assiette sauront aussi émusser leurs talents d'agglomération.

Personnellement, je n'ose pas réitérer mon mot d'ordre à ma femme: elle pourrait me rendre son tablier, et où, bon sang, trouverais-je des champignons chinois noirs? Tout compte fait, je trouve plus facile de jeter une petite aspirine dans le chaudron de soupe, à son insu...



Claire Dutrisac

Pour un projet mirobolant, c'en est un! La ville de Saint-Laurent et le Centre hospitalier de cette ville unissent leurs efforts pour constituer un complexe d'hébergement et de santé dont tous les éléments seraient intégrés. Et cela au profit des personnes âgées et des handicapés, tout spécialement.

Il existe déjà un hôpital qui s'appelait autrefois «Notre-Dame de l'Espérance» (c'était joli, l'espérance; pourquoi avoir changé de nom?) et le Foyer Saint-Laurent, tout à côté. Un Foyer pour le Troisième Age bien «conservé» comme on dit, autonome... ou presque.

Un rêve réalisable?

Bien sûr que oui! Il mijote même depuis cinq, six ans, attendant les autorisations requises. Entre l'hôpital et le Foyer, on veut créer le maillon qui manque entre les deux institutions: un centre d'accueil d'hébergement de 200 lits pour les cas «lourds». Dans le langage du milieu, on parle de A3 et A4. Mais alors le gouvernement n'a pas mordu à l'appât.

Mais voici que vers 1982, la SHQ (Société d'Habitation du Québec) a communiqué avec le Conseil d'administration de l'hôpital afin que ce dernier cède une

partie du terrain qui lui appartient pour la construction d'une centaine de logements à loyers modiques (HLM). Avec ce quatrième élément, le complexe de santé serait complet. La boucle est bouclée.

Si le MAS (ministère des Affaires sociales) et le CSSSR-MM (Conseils de la Santé et des Services sociaux de la Région métropolitaine) donnent le feu vert à ce rêve, une personne autonome mais qui le devient peu à peu de moins en moins, pourrait vivre sa vie sans déracinements successifs. Car tous les immeubles communiqueraient ensemble par voies souterraines. C'est un milieu qui se façonnerait. **Cet aspect humain du projet n'est pas à dédaigner.** On n'aurait pas à séparer les couples ou les amis.

La ville de Saint-Laurent aménagerait dans le voisinage un parc de verdure. Le complexe serait adjacent aux principaux corridors de transport et à moins de 1,000 pieds d'une bouche de métro.

De plus, des services comme «le diagnostic, la radiologie, la chaufferie, l'administration, etc. seraient partagés ou mis en commun, entraînant une utilisation beaucoup plus rationnelle des ressources déjà en place et à venir», stipule un communiqué de presse.

Un merveilleux projet... réalisable!

Et toujours dans le but d'économiser les sous des contribuables, on pourrait, pour gérer tout le complexe, n'avoir qu'un seul conseil d'administration. Cette suggestion, je la fais car il me semble que la coordination des services serait plus facile.

Saint-Laurent compte près de 350 adultes handicapés physiques. «Elle est la seule parmi les villes faisant partie du DSC (département de santé communautaire) Sacré-Coeur à avoir vu sa population augmenter durant les cinq dernières années, incluant les personnes âgées» souligne un mémoire présenté au CSSSR-MM, le mois dernier. Les personnes âgées de 65 ans et plus représentent 11,6 p. cent de la population totale comparativement à 10,7 pour l'ensemble de la région. On prévoit que le taux grimpera à 15 p. cent en 1987.

C'est pourquoi le maire de Saint-Laurent, M. Marcel Laurin, et le président du conseil d'administration de l'hôpital, Me Jacques Richard, estiment que la réalisation du projet presse. M. Richard souligne que la Ville va consacrer à ce projet, principalement par le don du terrain, un demi-million de dollars.

Actuellement, les cas dits «lourds» sont envoyés à droite et à gauche, dans le nord de Montréal, et aussi loin qu'à l'île Bizard.

C'est un déracinement qui donne une résonance fautive à tous les beaux mots qu'on nous sert sur l'humanisation des soins. Quand on est coupé des siens, de son milieu, et malade, on est très malheureux.

On a montré aux personnes âgées de Saint-Laurent, la maquette du projet. Le lendemain, des gens donnaient leur nom! C'est un fait extrêmement significatif.

Réunir ainsi sur un même campus les services majeurs requis, c'est l'idéal. Les centres des grandes villes ne peuvent rêver d'une telle réalisation. Saint-Laurent, oui!

Des obstacles

Le CSSSR-MM a donné un accord de principe à ce projet mais il soulève plusieurs objections. M. Marcel Villeneuve, du CSSSR-MM, a eu la gentillesse de m'en faire part.

Le DSC Sacré-Coeur n'est pas une priorité régionale. Ailleurs, soutient-on, les besoins sont plus grands, notamment dans les sous-régions des DSC de Sainte-Justine et de Saint-Luc. «La construction du centre d'accueil Berri et du centre d'accueil Lionel Groulx est suspendue» regrette-t-il. Il n'en reste pas moins, ai-je pensé, que les cas «lourds» de Saint-Laurent vont occuper des lits dans d'autres secteurs, les bloquant

ainsi pour les gens du milieu en cause.

M. Villeneuve croit que l'exclusivité du projet à la seule ville de Saint-Laurent serait incompatible avec le rayonnement des services souhaité pour l'ensemble d'une sous-région. Mais Me Richard affirme qu'il n'est pas question de créer un petit empire de ce genre. Sur ce point, une entente peut aisément intervenir.

Reste la question du financement du projet. La construction représente quelque cinq ou six millions de dollars. Mais plus que ces millions, ce sont les dépenses d'exploitation qui feront peut-être reculer le MAS.

C'est à mon tour de trouver une certaine incompatibilité, pour ne pas dire une incompatibilité certaine, entre l'affirmation du MAS, à savoir que les personnes âgées constituent pour lui une priorité et ses réticences à investir davantage. J'imagine cependant sans peine que le refus viendrait du Conseil du Trésor. Il serait peut-être bon de lui rappeler que les personnes âgées constituent de plus en plus une force politique avec laquelle les gouvernements doivent compter. Une force politique que le vieillissement de la population, hélas, augmente sans cesse.

Le gouvernement a fait beaucoup d'efforts dans ce domaine. Mais les besoins sont si grands...



Antoine Désilets

PHOTOGRAPHER



C'est ça, un vrai coup de filet!

La scène représentée par la photo de cette semaine se passe en Afrique, plus précisément au Sénégal et encore plus exactement à Fadiouth, village situé à environ 150 kilomètres de Dakar, pas très loin de l'endroit où est né l'ex-président Senghor. Ça vous situe? Je me dois encore d'ajouter que les touristes autant que les coopérants québécois mettent ce «village de coquillage» en tête de leur liste des endroits à visiter au pays des baobabs. En y arrivant, on se trouve littéralement assailli par une

meute de jeunes noirs aux noms aussi exotiques que Pierre, Marc ou Antoine, qui s'offrent pour servir de guides et raconter en long et en large l'histoire de leur village. Même s'il n'est pas toujours conforme à la stricte vérité historique, leur récit est tellement bien «emballé» qu'il vaut certainement les quelques «francs cadeaux» qu'ils réclament pour vous le défilier! Pour parvenir au village, on doit passer, à pied, un pont très long, du haut duquel se présentent à nos yeux des scènes du genre de celle-ci, qui font partie du quotidi-

en des gens de Fadiouth. Ce lac, très peu profond, est un élargissement de la rivière. Des pirogues transportant aussi bien touristes que marchandises diverses (et parfois les deux!) le sillonnent en tous sens et, mêlés à tout ce trafic, surgissent ici et là des pêcheurs terriblement patients qui y lancent et relancent leurs filets avec, souvent, un succès plutôt discutable! Vous aurez remarqué que mon sujet était légèrement à contre-jour, ce qui m'a permis d'obtenir cet effet de contraste entre le filet et le pêcheur, qui est en

silhouette. Si vous saviez comment il est facile d'obtenir des silhouettes avec des gens qui ont la peau sombre! À tel point que la fameuse règle du f/16, selon laquelle on obtient une exposition correcte en réglant le diaphragme à f/16 et en choisissant une vitesse équivalente à l'indice ASA du film, ne fonctionne plus en Afrique. On y parle plutôt de la règle du f/11. Et malgré cela, le travail à contre-jour demeure une aventure pleine d'aléas lorsque l'on veut en même temps obtenir quelques détails du visage ou d'autres parties du

corps d'un sujet dont la peau est noire. Si je l'eus su! Quand, devant une scène du genre de celle de ma photo d'aujourd'hui, on a le soleil dans le dos, on expose un film 400 ASA pendant 1/500 de seconde à f/16. Mais cette fois, à cause du contre-jour, j'ai bloqué le diaphragme de mon objectif 500 mm catadioptrique à f/8 et j'ai exposé à 1/1000 afin de «geler» le filet. Me sachant en légère sur-exposition, j'espérais obtenir passablement de détails du corps de mon pêcheur... mais (sniff!) ce n'était pas assez!



Gérard Lambert

POUR ÉCOUTER

Classe!... Claasse!... Claasse!... Un peu d'attention s'il vous plaît. Car je parie que vous ne savez même pas où se trouve le Nigéria... Au sud du Niger ou à l'ouest du Cameroun??? Mettons quelque part à l'est d'Abidjan, Côte d'Ivoire. Pays immense, peuplé de 80 millions de gens, traversé par le grand fleuve Niger qui arrose l'Afrique Occidentale, de Bakano à Port Harcourt, en faisant le crochet par Tombouctou et Niamey. Ça change de la piste d'accélération de Napierville, et même du Spectrum... Pourtant, le «King» est passé par ici. Parce qu'il est prophète dans son pays depuis longtemps, et que le monde n'a pas pu faire autrement que craquer... Un roi nègre, délicat, guitariste et chanteur, cultivé, intelligent, respirant l'amour et la paix. King Sunny Adé, la plus grande star internationale du Tiers-Monde, disait Robert Palmer le critique du New York Times. Il est fils du roi de la province d'Oudo, à la tête de la plus grande tribu de la nation des Yoriba. C'est aussi la langue qu'ils utilisent et qu'il chante.

Tout avait commencé un peu par hasard. C'est à l'été 1982 que le

premier disque de King Sunny Adé and his African Beats «Juju Music» sort pour le marché occidental et produit par une jeune français: Martin Meissonnier, amoureux d'Afrique, après avoir sorti Fela Ransome Kuti, un autre nigérien bien connu en Europe; et s'embarque avec le King pour une tournée mondiale qui sera explosive...

Pourquoi cet engouement fulgurant? C'est tout de même curieux! La musique noire est en train d'hypnotiser les années 80. Numéro UN incontesté de la «Juju Music» et roi des chants, après quinze années de carrière bien remplies, ainsi qu'une quarantaine d'albums, dont les ventes sur le marché local s'élèvent à 200000 exemplaires de chacun de ses disques à ses fans nigériens.

«Sunny» Adé est beau, il sait comment séduire, et sur scène, il dégage un charisme rayonnant. Il a compris que pour investir le marché américain, c'était à lui de s'adapter, et il s'y emploie. Il apprend vite, raconte Martin Meissonnier. La première chose a été de raccourcir ses morceaux, pour permettre leur commercialisation: au Nigeria, destinés à la danse, ils tiennent toute une face de disque.

Il a su trouver un son plus adéquat. De même, le répertoire scénique devait être plus concis: dans son pays, les concerts peuvent durer 8 heures, ici, 3 heures c'est le maximum. «Sunny» Adé garde intacte sa culture africaine, il n'a pas sacrifié à l'anglais. Il chante en Yoriba, montrant bien que son message est destiné à son peuple.

Et il vit en Afrique. Chez «Sunny» Adé, la différence avec les grands musiciens noirs, c'est que sa musique est sereine, elle ne se fait pas l'écho d'un combat. Il est en fait étonnant qu'il ne ressent pas plus le besoin de dénoncer les multinationales tortionnaires avec fureur.

Mais il y parvient. Sa merveilleuse musique Juju coule comme l'eau claire d'une rivière africaine. Ses textes sont philosophiques et humanitaires. Il chante le quotidien, il chante la vie et l'amour. Et il y a tout dans la musique de «King Sunny» Adé: l'incroyable abondance des percussions; un paquet de percussions, la batterie, les congas, les maracas, shelker (une grosse calebasse entourée de perles), l'agogo, le tambour de basse et les talking drums qui ont leur propre langage, et qui dialoguent avec les choristes et le public, la

Êtes-vous prêt pour la JUJU?

basse, les 4 guitares, les synthétiseurs, et aussi l'introduction de la guitare hawaïenne. Tout cela répondant à une trame mélodique sophistiquée et des chants veloutés, remplis de soul. Voilà la musique Juju, telle que la joue «King Sunny» Adé et ses African Beats (ils sont 18 musiciens). La «Juju» est une vieille musique. C'est une tradition qui existe depuis 60 ans. Elle a évolué avec le temps, son origine remonte aux années 20. Elle s'inspire effectivement d'une musique qui se jouait dans les lieux sacrés, en hommage aux dieux des rivières, au dieu du fer, au dieu de la pluie... «Juju» est le nom que les colons donnaient à l'époque aux remèdes des noirs, explique «Sunny» Adé. Ils employaient ce terme pour tout ce qui leur semblait étrange, comme la magie et les remèdes, et lorsque les gens dansaient sur la musique, après avoir pris des médecines, ils l'appelaient la «Juju Musique».

C'est donc l'hystérie collective. Sa musique se contente d'enivrer les sens et de flatter comme une précieuse pommade. Tout se passe sans se presser, on s'installe dans les chants à mesure que les battements évoluent, immuables dans leur continuité. «King

Sunny» Adé a une merveilleuse voix veloutée comme du Van Houtte... Une belle respiration tranquille, ou un son en appelle un autre, fait de soupir, un murmure de l'âme commune. Une extraordinaire vélocité des musiciens, pleins d'échanges brûlants qui se chevauchent, sonorités suaves, «riffs syncopés», solos étherés, tissant la mélodie, tout en renforçant la rythmique. Le son de la basse sur ces disques est très présent ainsi que le talking drums, ça roule comme les humeurs et ça change comme la météo. C'est ça «King Sunny» Adé, il fait parler les tambours et chanter les guitares. Aérienne et diffuse, la musique que distille King Sunny a la particularité d'être exceptionnellement communicative. Ses concerts sont des fêtes, pas d'angoisse ni de rituel pompeux, comme avec les groupes de rock; ici, la joie règne en douce folie...

Je crois que le moment est venu pour la musique africaine. Il y a beaucoup à apprendre d'elle. Elle est la source du rythme et de la musique.

«Juju Music»: Deux magnifiques soleils MONGO MLPS 9712 en importation et «SYNCHRO SYSTEM» Island XILP9737.

Des traditions s'établissent



Jean Hébert

ÉCHEC ET MAT

16 PLUS, MONTRÉAL, SAMEDI 12 NOVEMBRE 1983

Les 29 et 30 octobre dernier avait lieu le 3e tournoi ouvert de Beloeil à la salle «Réception Nepveu». L'organisateur de ce tournoi, M. André Langlois, s'est dit pleinement satisfait du résultat, avec raison d'ailleurs puisque 83 joueurs y ont participé dont 47 dans la section A. Ce groupe comprenait un fort contingent de Montréal dont 10 joueurs de plus de 2 000 et cinq maîtres (Spraggett, Hébert, Barbeau, Léveillé et Levitchouk), faisant de ce tournoi un des plus forts de l'année au Québec. Il faut toutefois remarquer qu'à cause du trop petit nombre de rondes et du trop grand nombre de joueurs, les maîtres et candidats-maîtres se sont peu rencontrés à l'exception des parties de Spraggett contre Léveillé et Levitchouk, et Hébert-Langlois.

Dans la section A, Kevin Spraggett et Sylvain Barbeau se sont partagés 700\$ avec des fiches parfaites de 4-0, un demi-point devant Charles Langlois et ce chroniqueur qui annulèrent ensemble en 3e ronde. Dans la section B, la lut-

te fut, semble-t-il, plus féroce puisqu'aucun joueur ne réussit un score parfait, les meilleurs étant J.-R. Duplessis, B. St-Jean et J.-L. Poirier avec 3½-½.

Ce tournoi, de même que quelques autres, représentent véritablement une lueur d'espoir pour les joueurs d'échecs du Québec. Que des organisateurs s'appliquent, année après année, à parfaire leur tournoi, à le rendre plus compétitif et attrayant ne peut que mener, un jour, à un calendrier de compétition qui permettra non seulement aux gens de jouer aux échecs mais aussi de développer leurs talents, dans le cas des jeunes en particulier. Cette année à Beloeil, on s'était assuré l'appui de six commanditaires locaux grâce à qui on a pu offrir une bourse considérable tout en maintenant les frais d'inscriptions à un niveau plus qu'acceptable. Quand on pense qu'à un événement de l'ampleur du championnat ouvert du Québec 1983, on n'a pas réussi (essayer?) à attirer une seule commandite, on ne rend compte que le problème du «développement» du

jeu d'échecs ne réside pas que dans son prétendu manque de popularité dans le grand public...

Tournoi d'Automne

Cette compétition aura lieu les 19 et 20 novembre au «Ramada Inn», 1005 rue Guy. Trois sections, inscriptions de 14 à 18\$. Pour informations, la Ligue d'Échecs de Montréal, 845-8352.

J. Letual (1466) - P. Lagacé (1627)

Beloeil 1983, gambit Smith-Morra

De temps à autre on me demande pourquoi je ne présente pas souvent de parties d'amateurs. J'ai déjà donné des éléments de réponse dans une chronique antérieure mais disons, pour couper court à la discussion, que je n'ai pas en principe d'objections à en présenter à condition que ces parties contiennent des éléments susceptibles d'intéresser plus d'un lecteur. En voici d'ailleurs une qui, malgré quelques grosses fautes, me semble agréable à rejouer et peut-être même instructive.

1- e4 c5 2- d4 cxd4 3-c3 dxc3

4-Cxc3 (En retour du pion les blancs ont obtenu du développement et des colonnes pour leurs tours. Ce gambit n'a pas une excellente réputation, mais en pratique il peut donner de bons résultats.) ...e6 5- Cf3 Fe7 6- Fc4 Cc6 7- De2 a6 8- 00 Dc7?! (Avec la colonne c ouverte, la dame est plutôt vulnérable en c7.) 9- Td1 Cf6 10-a4 (Après 10- e5 Cg4 11- Ff4 g5! les complications ne semblent pas particulièrement favorables aux blancs. P.ex.: 12- Fg3 h5 13- h3 h4! 14- hxg4 hxg3 ou 14- Fh2 Cxh2 15- Rxh2 f6; dans les deux cas les noirs sont très bien. Sur 12- Fxg5 ou 12- Cxg5 Cxe5! est plus qu'adéquat. Néanmoins le coup du texte est inférieur aux coups de développement 10- Fg5 suivi de 11- Tac1, davantage dans l'esprit d'un gambit.) ...00 11- Fg5 (11- e5!?) ...d6 12- Tac1 h6 13-Ff4 Tb8! (Les noirs vont encourir de sérieux ennuis sur la diagonale h2-b8, mais uniquement à cause du coup suivant. 13... Ch5! 14- Fe3 Fd7 était tout de même plus sûr.) 14-e5 Ce8? (Naturel mais faible après analyse. 14... dxe5! 15-

Cxe5 Fd6 16-Cxc6 Fxf4 17- Cxb8 Fxc1 18- Cxa6! bxa6 19- Txc1 et les blancs ont regagné leur pion avec l'avantage d'une saine majorité de pions à l'aile dame. Mais les noirs peuvent améliorer la variante par 17... Dxb8! 18- Tc2 Fxh2 et avec deux pions pour la qualité et le roque blanc affaibli, ils n'ont pas à se plaindre.) 15- exd6 Fxd6 16- Txd6! Cxd6 17- Td1 et e5 18- Cxe5 Te8 19- Txd6! (Encore!) Cxe5 20- Fxe5 b5 21- Te6! (Décisif... ou qui aurait dû l'être.) Fxe6 22- Fxc7 Fxc5 23- Dd2 Tb7 24- Ff4 b4! (La dernière chance.) 25- Cd1?? (Après 25- Cb1 Td7 26- Dc1 ce n'est question de temps avant que l'avantage matériel ne se fasse sentir.) ...Td7! 26-h3 (Triste nécessité, 26- Fd6? Txd6 ne ferait qu'empirer les choses.) ...Txd2 27- Fxd2 Td8 28-Ce3 Txd2 29- Cxc4 Tc2 30- b3 Tc3 31- Ca5 Tc5 32- Cb7 Rf8??

(Comme quoi il faut rester éveillé jusqu'à la fin. 32... Td5! immobilisait le C, le roi noir n'ayant plus qu'à venir le cueillir.) 33- Cxc5 1-0

Êtes-vous prêt

Le roi de nos potineurs devient auteur

DE 5 À 7



André Robert

Il y a de bons potineurs et de mauvais potineurs. Un potin, en somme, c'est une petite nouvelle (qui en cache parfois une grande) et qui vole de bouches en oreilles. Le mauvais potin, c'est celui qui, déformé par tant de voyageements, finit par n'avoir plus aucun rapport avec la réalité. Le bon potin, c'est celui que peut diffuser un journaliste consciencieux qui en a vérifié l'authenticité et qui en fait, en somme, une petite nouvelle.

Mon ami Edward Rémy est un bon potineur. C'est même le roi de nos potineurs qui a donné ses lettres de noblesse chez nous à ce genre de commérage. C'est qu'Edward s'est toujours appliqué à vérifier l'exactitude des renseignements qu'on lui confie et qu'il s'est bâti l'impeccable réputation de ne pas tromper les confidences qu'on lui a faites sous le sceau du secret.

Sur un parcours de près d'un quart de siècle, j'ai fait beaucoup de choses en sa compagnie: j'ai même signé avec lui des chroniques de potins, ce pourquoi je n'avais pas le dixième de son instinct. Il n'y a qu'Edward pour faire se confesser la même personne qui, dix minutes auparavant, en admonestait une autre: «Va pas dire ça à Edward Rémy!»

Je sais donc qu'Edward est beaucoup plus que le roi de nos commères: il était, quand je l'ai connu, le meilleur de nos reporters-photographes et aucun autre, depuis, n'a fait preuve d'autant d'imagination dans la conception de ses reportages. En dépit d'une voix ingrate et d'une propension inguérissable au bafouillage, il s'est créé à la radio et à la télévision une niche d'où on n'arrive pas à le déloger. Il est devenu un chercheur tout aussi indélogeable par les jeunes loups et louves qui convoitent ses contrats.

Et puis, le voici co-auteur avec la journaliste-rechercheuse Marie-Odile Vézina qui travaille depuis deux ans en tandem avec Edward, comme je le fis pendant si longtemps, ce qui lui permettra, dit-elle, d'être la première femme à être canonisée de son vivant.

Ils ont compilé un gros volume de plus de 400 pages, «Têtes d'affiche» qui retrace les carrières, avec photos extraites de leurs albums-souvenirs personnels, d'une couple de centaines de personnalités du monde artistique.

Une belle grosse brique fascinante où le travail de ces deux fouineurs m'a permis d'apprendre des tas de choses que j'ignorais (ou que j'avais oubliées).

En y plongeant comme je l'ai fait, vous découvrirez entre autres que...

... Jean-Pierre Masson a terminé ses études en droit à l'Université de Montréal dans la même promotion que Pierre-Elliott Trudeau et Pierre Vadeboncoeur.

... Claude Landré a déjà été professeur d'haltérophilie.

... Edith Butler collectionne les médailles, les grenouilles, les instruments de musique et les timbres.

... Le papa d'André Lachapelle était serveur dans une taverne.

... Claude Michaud a été chassé de tous les collèges qu'il a fréquentés, cinq au total.

... Yvan Ducharme a eu son premier engagement... comme Père Noël dans un grand magasin.

... Monique Leyrac s'appelle Tremblay et c'est tout à fait par hasard qu'elle a choisi ce nom de Leyrac à la lecture d'un journal; elle balayait alors les cheveux dans un salon de coiffure.

... Carole Laure, à l'âge de 18 ans, enseignait dans une école de Saint-Henri à quarante-cinq enfants sous-doués.

... Donald Pilon a été vendeur itinérant de robes dans les provinces maritimes.

... Janette Bertrand a passé un an dans un sanatorium des Laurentides et qu'elle est venue près de mourir de la tuberculose.

... Diane Tell voulait d'abord devenir photographe et avait sa propre chambre noire à domicile à l'âge de 15 ans.

... Jacques Boulanger est très superstitieux et consulte un astrologue à chaque début et chaque fin de saison.

... Monique Mercure est une diplômée de l'école Vincent d'Indy où elle a étudié le violoncelle sous Roland Leduc.

... Avant d'obtenir ici son permis de la Guilde des Musiciens, Roger Joubert dut pour vivre accepter un travail de plongeur dans un restaurant de la rue Ste-Catherine.

... Claude Dubois, quand il était petit, a chanté en soliste «Ça bergers» dans une église un soir de Noël.

... France Castel s'est mariée une première fois alors qu'elle n'avait que 16 ans.

... Andrée Champagne, qui voulait être pianiste de concert, était si nerveuse qu'un soir elle s'est installée au piano avec ses gants à la main.

... Claire Pimparé fut élue Mademoiselle Chambre de Commerce de St-Eustache en 1968.

... Rita Bibeau a fait ses débuts à l'âge de sept ans dans un radio-roman: on avait besoin d'une petite fille qui sache pleurer.

... Le rendez-vous le plus insolite qu'ait connu Michel Girouard est celui que lui avait donné Dustin Hoffman dans un marché de poissons de New York à quatre heures du matin.

... René Simard n'est pas né à l'île d'Orléans comme on le croit généralement, mais à Chicoutimi.

... Amulette Garneau s'appelle en réalité Huguette Laurendeau.

... Le premier métier de Marc Favreau (Sol) a été celui de dessinateur industriel.

... Si Pierre Lalonde parle aussi bien l'anglais, c'est qu'il a vécu six ans à New York avec sa maman.

... Quand Rolland Bédard a commencé à jouer à Montréal, il devait venir de Longueuil en bateau: le pont Jacques-Cartier n'existait pas encore.

... Yoland Guérard a joué du basson et du trombone pour un orchestre symphonique de Joliette.

... Gilles Vigneault est un passionné d'ouvrages de science-fiction et de pétanque.

... Denise Filiatrault a travaillé jadis deux ans dans un bureau du ministère du Revenu.

... Gaston Lepage compte trente professeurs dans son entourage familial et se destinait lui aussi à l'enseignement.

... Pierre Dufresne a étudié deux ans à Oka en vue de devenir agronome.

... Le papa de Ginette Reno était boucher.

... Monique Joly est une passionnée des cartes et son penchant pour le jeu la conduit souvent aux courses de chevaux.

... La maman de Rose Ouellette a donné naissance à vingt-et-un enfants dont quatre filles seulement ont survécu.

... Michel Jasmin est né un 13 août... à 13h13!

... Dorothee Berryman a été animatrice, à la radio de Québec, d'une émission de musique western en compagnie de... Joel LeBigot!

... Jean-Guy Moreau a gagné un temps sa vie comme céramiste professionnel à Val-David.

... C'est en répondant à une petite annonce dans un quotidien que Jean Duceppe a obtenu son premier rôle de comédien au théâtre Arcade.

... Michel Forget collectionne les disques d'opéra.

... Jacques Thisdaie a construit de ses mains la maison qu'il habite à la campagne.

... Yves Corbeil, un passionné de bridge, fut un temps professeur de sciences religieuses à Saint-Jérôme.

... Dominique Michel est une diplômée de l'École supérieure de Musique de Lachine et elle avait d'abord songé à une carrière de concertiste.

... Roland Chenail a eu sa propre école d'art dramatique à Québec où il a enseigné pendant cinq ans.

... Henri Bergeron est le frère de Léandre Bergeron, l'auteur du «Dictionnaire de la langue québécoise».

... Jean Dalmain avait chassé Andrée Boucher de son cours d'art dramatique en l'avisant qu'elle n'avait pas le moindre talent pour devenir comédienne.

... Issu de l'École des Hautes Études commerciales, Jean-Pierre

Ferland fut comptable à la Commission provinciale des Transports.

... Serge Laprade est fils de cordonnier.

... Claude Léveillé n'a jamais appris à écrire la musique. Quand il compose, il l'enregistre sur magnétophone et fait transcrire par quelqu'un d'autre.

... C'est la maman de Shirley Thérault qui l'avait inscrite à son insu aux «Découvertes» de Yoland Guérard où elle apparut pour la première fois devant les caméras le 26 août 1963.

... Raymond Lévesque a été disque-jockey à la radio en équipe avec Roland Giguère (aujourd'hui président de Télé-Métropole) et Pierre Gauvreau.

... À l'époque, pour devenir membre de l'Union des Artistes les futurs comédiens devaient passer une audition. Robert Rivard y échoua à deux reprises... lui qui fut plus tard président de cette même Union pendant huit ans.

... Normand Brathwaite est Québécois, né à Côte-des-Neiges de parents québécois. Ce sont ses grands-parents qui étaient d'origine jamaïcaine.

... André Gagnon habite une maison du Carré Saint-Louis où a jadis logé le poète Emile Nelligan.



Les deux auteurs, Marie-Odile Vézina et Edward Rémy.

NOS AMIES LES BÊTES

Le Noël du chat: concours de dessins d'enfants et compétition féline...



Louise Laliberté

Dimanche le 27 novembre prochain: on célébrera le Noël du chat au centre commercial Place Rosemère, à Rosemère. Le Club Félin de Montréal selon une tradition maintenant vieille de cinq ans y présentera son exposition de Noël mais afin de rendre, cette année, la fête encore plus vivante, y dévoilera les noms des gagnants d'un concours de dessins pour enfants organisé avec la collaboration de l'Association des marchands du centre. On a évidemment choisi un thème approprié: **Le Noël du chat** et le concours s'adresse à tous les enfants de trois à quatorze ans. Tous les dessins reçus seront exposés à partir du 19 novembre, jour d'arrivée du Père Noël au centre. Le jugement des dessins aura lieu le 27 novembre et les noms des grands gagnants seront dévoilés le même jour, soit vers 15 heures en présence du Père Noël, du Chat Botté et du Clown Roudoudou.

Catégories et règlements du concours de dessins

Tous les dessins reçus seront classés dans trois catégories selon l'âge de leurs auteurs: les six ans et moins, les sept à dix ans et les onze à quatorze ans inclusivement. Les gagnants de première catégorie recevront des bons d'achats de 40\$, 30\$ et 20\$. De plus, et ce, dans chaque catégorie, dix mentions honorables seront attribuées et les auteurs des dessins choisis recevront un prix de 5\$. Les dessins doivent parvenir au centre Rosemère avant le 26 novembre à 17 heures (401, boul. Labelle, Rosemère, J7A 3T2). Les enfants peuvent aussi apporter eux-mêmes leur oeuvre et la remettre directement au Père Noël entre le 19 et le 26 novembre. Ces derniers recevront alors un laissez-passer pour assister gratuitement (s'il sont accompagnés d'au moins un adulte) à l'exposition féline du 27 novembre et au dévoilement des dessins primés.

Les dessins doivent être exécutés sur du papier ou du carton dont les dimensions n'excèdent pas 12" par 18" (30cm par 45cm) et les techniques permises sont: l'encre, la gouache, le pastel, le fusain, les crayons de cire, les

crayons de bois et les crayons-feutre. Les participants ne peuvent présenter qu'un seul dessin. Aucun nom ne doit apparaître sur le dessin. Au verso, devront être inscrits: le nom et l'âge de l'enfant, son adresse et son numéro de téléphone ainsi que le nom et l'adresse de l'école fréquentée par l'enfant.

L'exposition féline

L'exposition féline **le Noël du chat** attend cette année près de 175 chats de toutes races et de toutes couleurs. Les chats de gouttière seront particulièrement

gâtés et les grands lauréats se verront couronnés et revêtus des habits de la famille féline «**Noël**». Il est encore temps d'inscrire son chat à l'exposition (chats de gouttière seulement), et ce jusqu'au 19 novembre à 17 heures. (Renseignements et inscriptions: Mme Lise Talbot, 8697 est, boul. Gouin, Montréal, Qué., H1E 2P6, au téléphone: 648-0603.

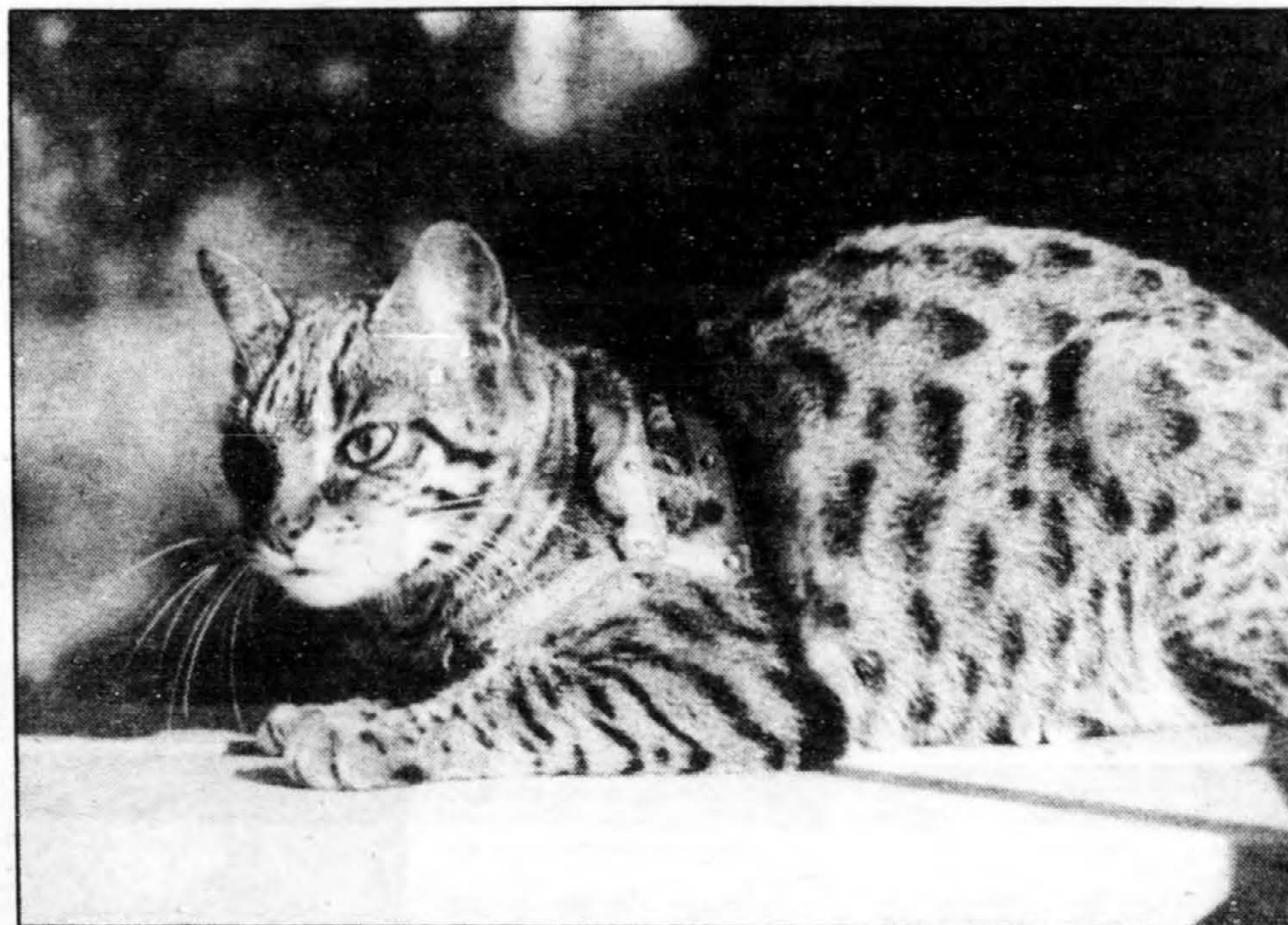
L'éducation du public: à la télévision

À la fin de pratiquement toutes les émissions du fameux «**The price is right**» américain diffusé quo-

tidiennement sur la chaîne CTV, son animateur Bob Barker rappelle au public que tous et chacun doivent contribuer à la solution du problème de surpopulation animale et recommande de «faire stériliser les chiens et chats. L'impact de ce message d'une durée de quelques secondes est sensationnel. D'autres organismes ont emboîté le pas et diffusent des messages similaires dont notre propre Société de protection des animaux.

Grâce à une entente avec le réseau français de Radio-Canada et par l'entremise de son service de

«publicité d'intérêt public», l'Académie de médecine vétérinaire du Québec vient de réaliser dix messages d'une minute chacun et portant sur des sujets d'information et d'éducation du public. Ces «minutes de vérité animale» seront très bientôt diffusées sur tout le réseau de la télévision française. L'Académie de médecine vétérinaire du Québec regroupe près de 250 praticiens spécialisés en médecine des petits animaux, qui grâce à leur association, travaillent à leur propre recyclage par des conférences scientifiques mensuelles. Un autre objectif, celui d'éduquer le public en général vient aussi de se greffer aux buts généraux de l'Académie. Le projet qui a pu être réalisé avec un mince budget d'environ 10 000\$ n'a été possible que grâce au travail bénévole de la majorité des participants. Le président de l'Académie, le Dr André Pashayan de Montréal promet que cette première série sera suivie de plusieurs autres. Les sujets abordés: la rage, la stérilisation de la chatte et de la chienne, la castration des mâles, les vaccinations des chiens et chats, les urolithiases (fréquents problèmes d'obstruction urinaire chez le chat mâle) et le rôle du vétérinaire dans la société... □



À la suite de «**Nos amies les bêtes**» du 22 octobre dernier, plusieurs lecteurs se sont interrogés sur l'aspect des chats exotiques-hybrides dont il était question. Ces chats sont issus de croisements effectués entre chats domestiques et chats sauvages comme le chat «**BENGAL**» né de père léopard et de mère américaine à poil court. Un autre croisement a aussi été tenté entre le chat Geoffroy et le domestique donnant naissance au chat «**SAFARI**». On espérait que ces nouvelles races (ou espèces) allaient devenir un excellent compromis pour satisfaire les goûts d'exotisme des félinophiles. Ils ont peut-être gardé l'apparence du parent sauvage mais n'ont pas hélas, tout oublié de son tempérament et beaucoup trop de ces ménages ne se sont pas révélés aussi heureux qu'on l'espérait. Pour l'oeil novice, le chat Bengal peut avoir l'aspect d'un gros chat de gouttière tigré mais cette petite lueur étrange toujours présente dans ses yeux de chat timide (et peut-être féroce) commande trop de prudence pour que la vie avec lui soit agréable. L'Abyssin, le Mau égyptien et d'autres races bien domestiquées possèdent une allure aussi exotique et sont toujours un bien meilleur choix...

Chez-nous le mot «foie» est un vrai signal d'alarme! Les enfants quittent la table en courant. Problème assez commun semble-t-il. Mais je viens de gagner ma première bataille avec la recette suivante.



Pol Martin

CUISINER

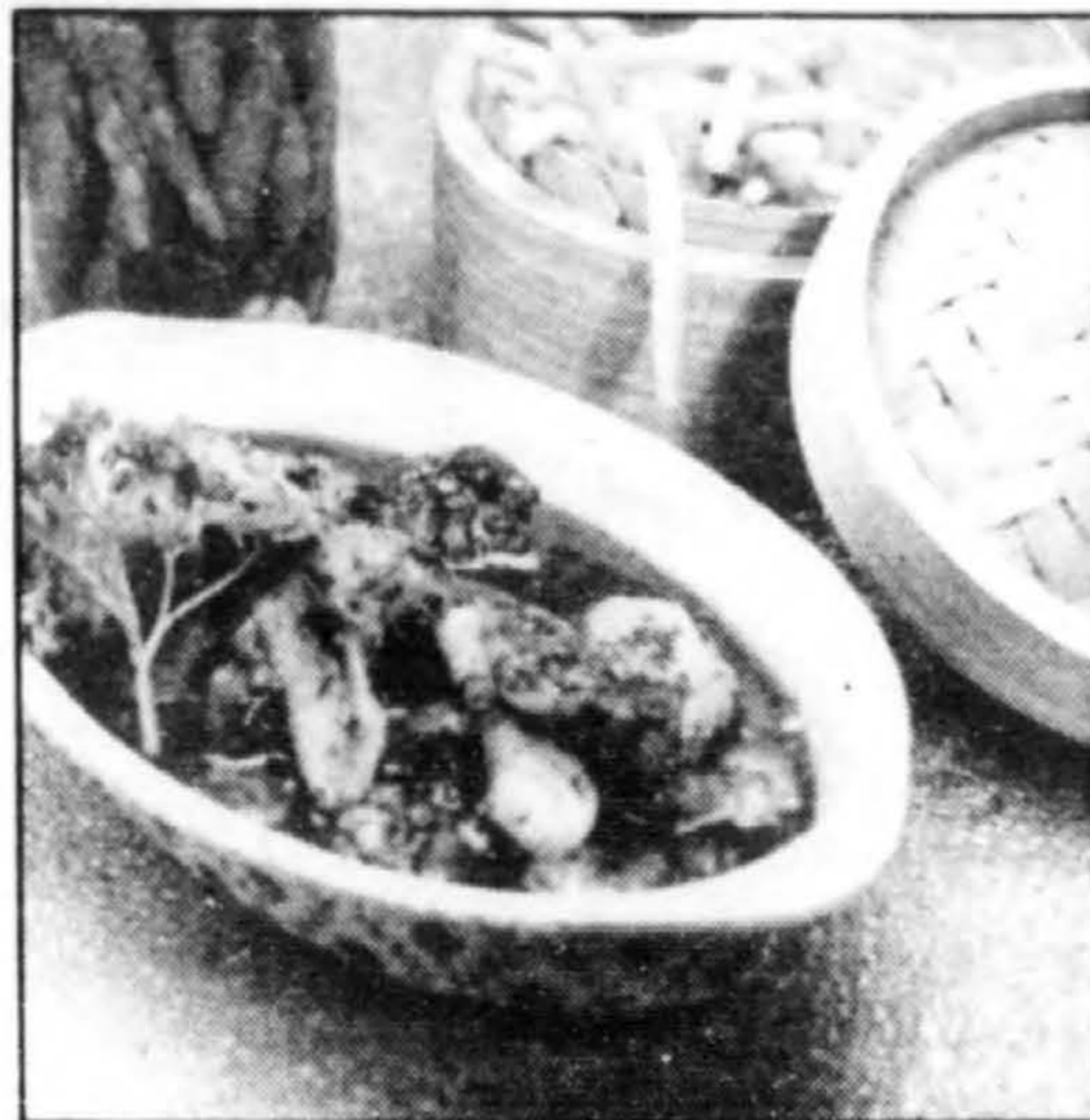
Potage à la menthe, foies de volaille et pouding au riz

1. Potage à la menthe

(pour 4 personnes)

- 30 mL (2 c. à soupe) de beurre
- 1 oignon, émincé
- 4 grosses pommes de terre, pelées et émincées
- 4 branches de menthe
- 1,2 L (5 tasses) de bouillon de poulet chaud
- 125 mL (½ tasse) de crème épaisse à la française
- quelques gouttes de jus de citron
- sel et poivre

- 1—Faire fondre le beurre dans une casserole. Ajouter les oignons, les pommes de terre et les branches de menthe; saler, poivrer. Couvrir et faire cuire à feu doux de 4 à 5 minutes.
- 2—Ajouter le bouillon de poulet; faire cuire à feu moyen pendant 25 minutes.
- 3—Passer le tout au moulin à légumes.
- 4—Ajouter la crème et quelques gouttes de jus de citron. Servir.



2. Foies de volaille aux pommes et aux champignons

(pour 4 personnes)

- 45 mL (3 c. à soupe) d'huile
- 680 g (1 ½ livre) de foies de volailles, nettoyés et émincés
- 30 mL (2 c. à soupe) d'oignon haché
- 227 g (½ livre) de champignons, coupés en quatre
- 2 pommes évidées, pelées et émincées
- 375 mL (1 ½ tasse) de bouillon de boeuf chaud
- 5 mL (1 c. à thé) de pâte de tomates
- 15 mL (1 c. à soupe) de fécule de maïs
- 45 mL (3 c. à soupe) d'eau froide
- sel et poivre

Préchauffer le four à 65°C (150°F)

- 1—Saler, poivrer les foies de volailles.
- 2—Faire chauffer 30 mL (2 c. à soupe) d'huile dans une sauteuse. Ajouter les foies de volailles et les faire cuire 2 à 3 minutes de chaque côté.
- 3—Retirer les foies et les tenir au chaud dans le four.
- 4—Verser le reste de l'huile dans une sauteuse. Ajouter les champignons, les oignons et les pommes; saler, poivrer et faire cuire 3 minutes.
- 5—Ajouter le bouillon de boeuf et la pâte de tomates; mélanger et faire cuire à feu doux pendant quelques minutes.
- 6—Mélanger la fécule de maïs et l'eau froide. Incorporer le mélange à la sauce.
- 7—Ajouter les foies de volailles; faire mijoter 2 minutes.
- 8—Servir avec des haricots jaunes au beurre.



3. Pudding au riz, sauce aux fraises

(pour 4 personnes)

- 175 mL (¾ tasse) de riz à longs grains, lavé
- 1 L (4 tasses) de lait
- 175 mL (¾ tasse) de sucre
- 125 mL (½ tasse) de fruits confits
- 2 jaunes d'oeufs
- 15 mL (1 c. à soupe) de vanille

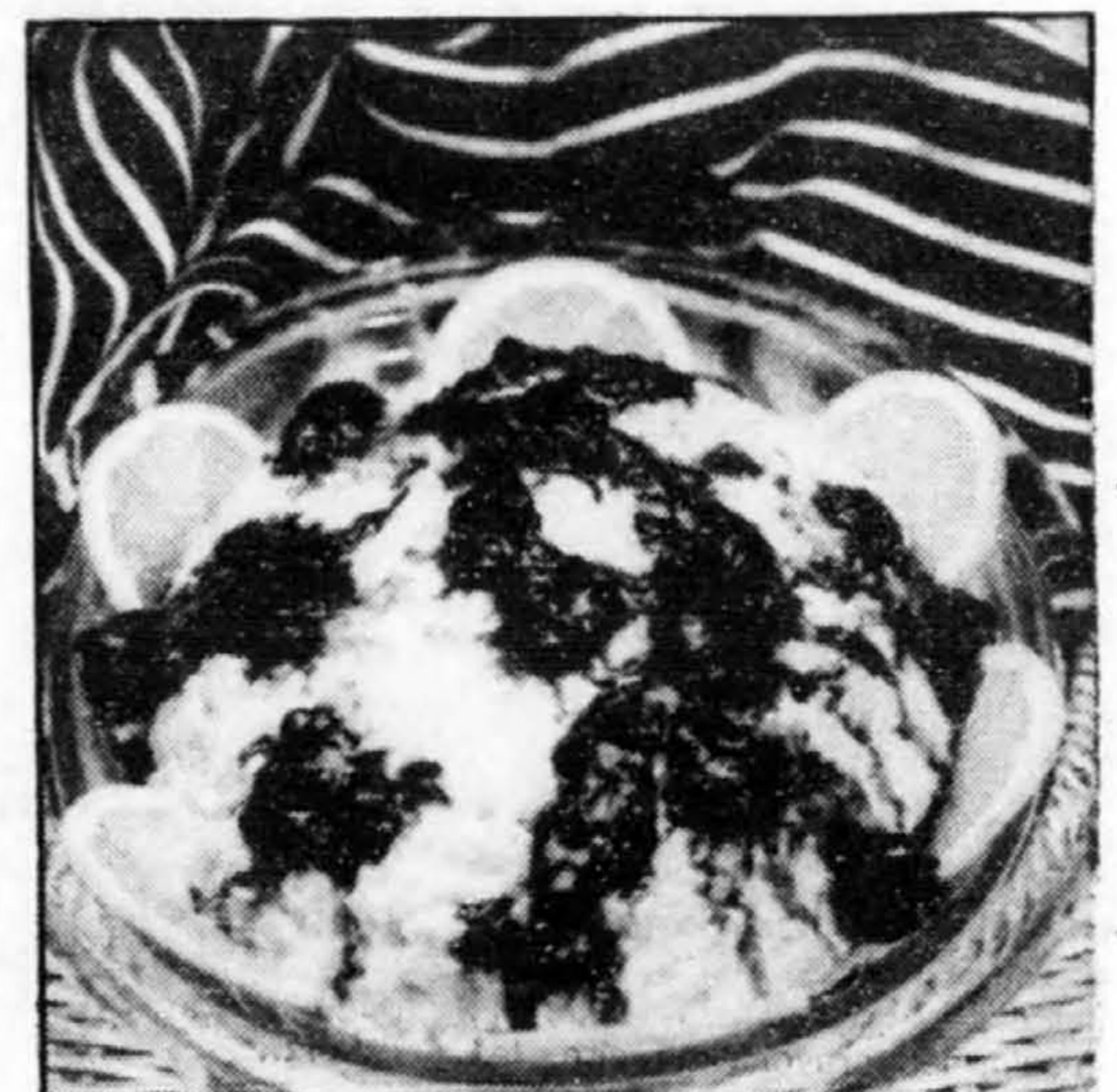
Préchauffer le four à 190°C (375°F)

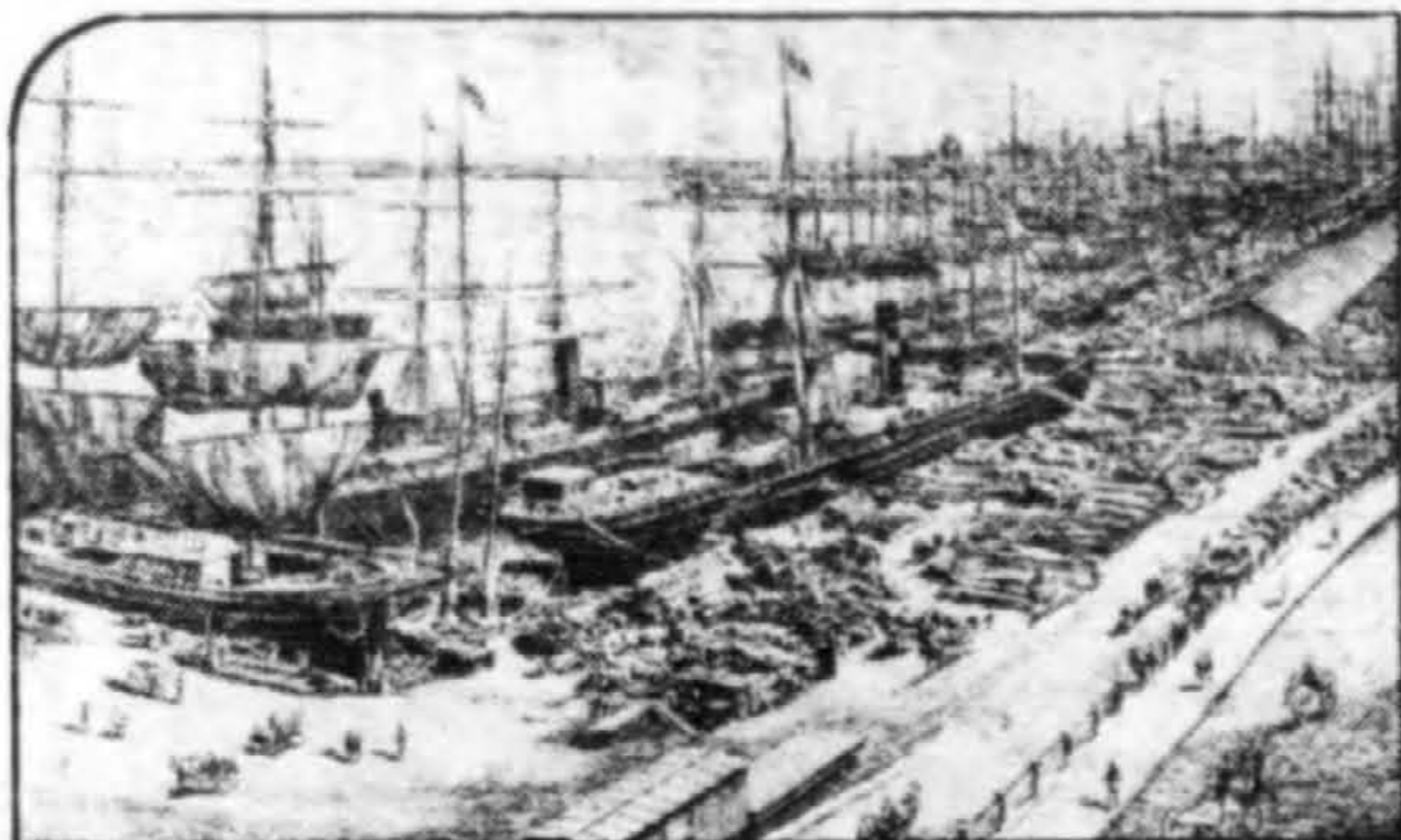
- 1—Verser le lait dans une casserole allant au four et l'amener à ébullition.
- 2—Ajouter le riz, mélanger et faire cuire à feu doux pendant 15 minutes.
- 3—Couvrir et faire cuire au four pendant 45 minutes en remuant de 2 à 3 fois pendant la cuisson.
- 4—Retirer du four et mettre de côté.
- 5—Mélanger les jaunes d'oeufs et le sucre dans un bol avec un fouet de cuisine.
- 6—Ajouter le mélange au riz; bien mélanger.
- 7—Incorporer le mélange au riz; bien mélanger.
- 8—Faire cuire au four à 170°C (325°F) de 8 à 10 minutes.
- 9—Retirer le pudding du four et le laisser refroidir. Servir avec de la crème épaisse et la sauce aux fraises.

Sauce aux fraises:

- 1 paquet de fraises congelées
- 50 mL (¼ tasse) de sucre
- 15 mL (1 c. à soupe) de zeste de citron
- 15 mL (1 c. à soupe) de zeste d'orange
- 30 mL (2 c. à soupe) de Cointreau (facultatif)

- 1—Faire décongeler les fraises et les mettre dans une casserole avec le reste des ingrédients.
- 2—Amener le tout à ébullition et faire cuire à feu doux pendant 20 minutes.
- 3—Passer le tout au tamis, laisser refroidir et servir.





Un document historique de première valeur

HISTOIRE DE LA PRESSE

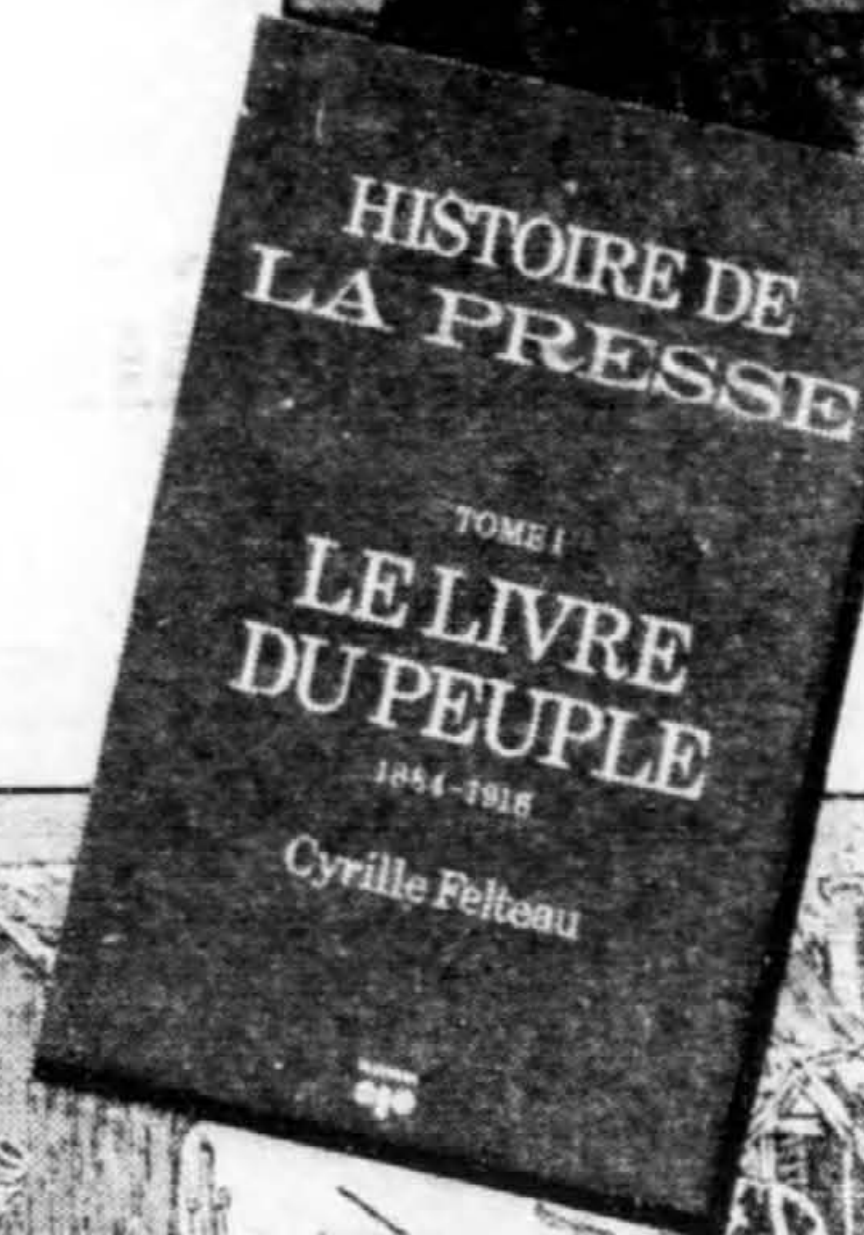
par Cyrille Felteau

TOME I

LE LIVRE DU PEUPLE

De la naissance de LA PRESSE à la mort de celui qui en fit «le plus grand quotidien français d'Amérique»

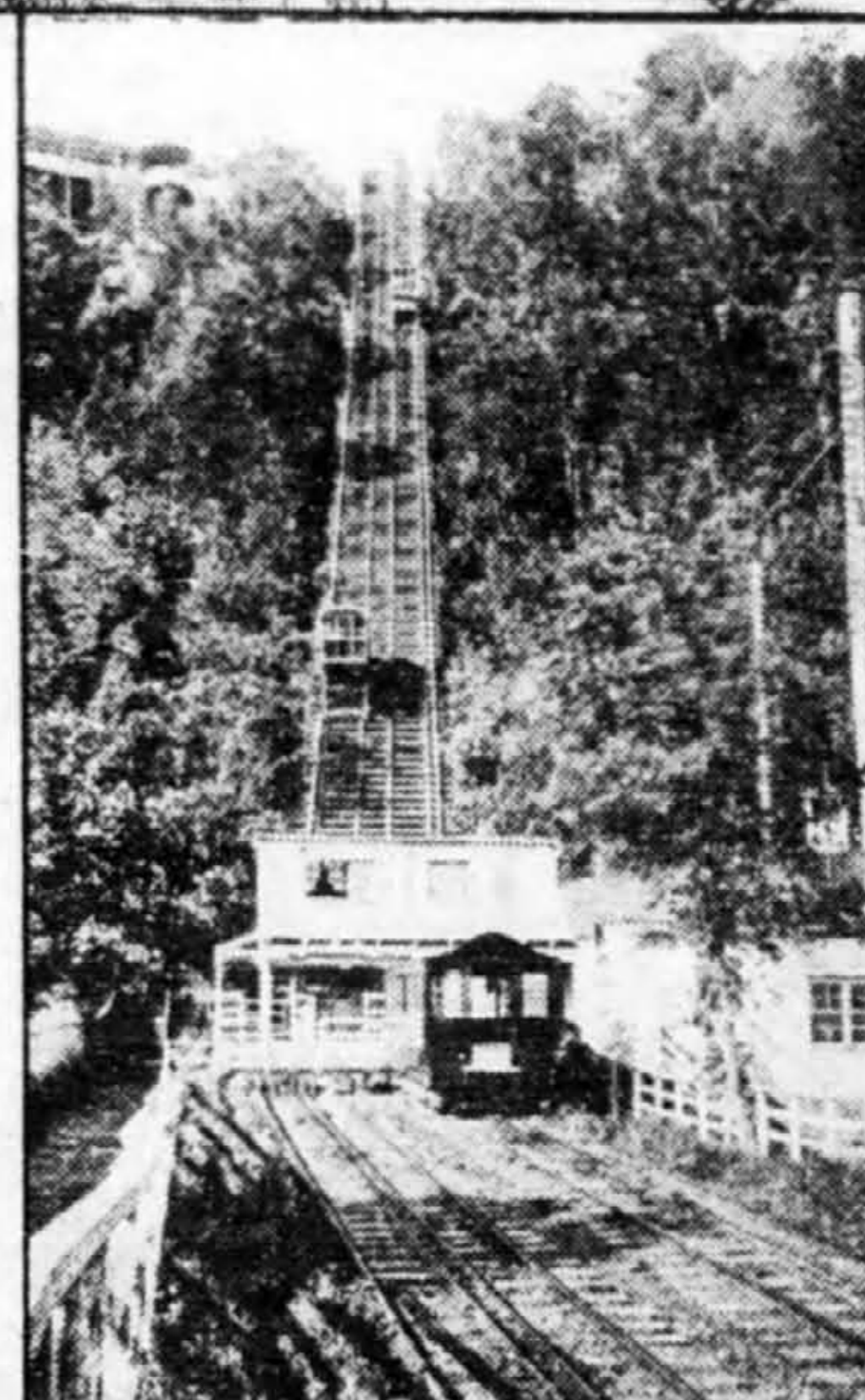
Nombreuses illustrations/406 pages



Trefflé Berthiaume, le «sauveur» de LA PRESSE



Quelques scènes du début du siècle



COMMANDEZ PAR TÉLÉPHONE

Service rapide et efficace

285-6984

Économisez temps et argent en commandant vos livres des Éditions La Presse par téléphone. Vous n'avez qu'à composer le numéro 285-6984, donner votre numéro de carte VISA ou MASTERCARD et le tour est joué. Ce service vous est offert du lundi au vendredi de 9h à 16h.

Prière de noter que les échanges et les remboursements ne sont pas acceptés.



AEC Membre de l'Association des éditeurs canadiens

OFFRE SPÉCIALE AUX ABONNÉS DE LA PRESSE 20% DE RÉDUCTION

BON DE COMMANDE

Veillez me faire parvenir
 exemplaire(s) de HISTOIRE DE LA PRESSE au prix de 14,95\$ chacun, plus 1\$ de frais de poste et manutention. Je suis abonné à LA PRESSE. *Veillez me faire parvenir* exemplaire(s) de HISTOIRE DE LA PRESSE au prix de 11,95\$ chacun, plus 1\$ de frais de poste et manutention.
 No d'abonné.....

IMPORTANT: Joignez à cette demande un chèque ou mandat payable aux Éditions La Presse, Ltée.

Vous pouvez également utiliser votre carte de crédit comme mode de paiement:

M/Card no.....
 VISA no.....

À retourner aux:
 Éditions La Presse, Ltée,
 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec)
 H2Y 1K9

NOM.....

ADRESSE.....

VILLE.....

PROVINCE.....

CODE POSTAL..... TÉL.....

TOTAL (plus 1\$ pour frais de poste et manutention)
 ci-joint.....